

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

De la Responsabilité du Fait d'Autrui

(ART. 1384, CODE CIVIL)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 15 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

Constantin C. STOICESCU

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur*
PLANOL, professeur

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

De la Responsabilité du Fait d'Autrui

(ART. 1384, CODE CIVIL)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 15 Décembre 1908, à 3 heures

PAR

Constantin C. STOICESCU

Président : M. WEISS, *professeur*

Suffragants { MM. MASSIGLI, *professeur*
 PLANIOL, *professeur*

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

De la Responsabilité du fait d'autrui

(Art. 1384, C. Civ.).

INTRODUCTION

I. — *Principes de la Responsabilité*

La responsabilité, en droit pénal, est l'obligation pour une personne de répondre d'un fait réprimé par la loi pénale ; *en droit privé, c'est l'obligation de supporter un préjudice* (1). En droit pénal, la responsabilité amène à sa suite la condamnation à une peine, en droit privé elle amène l'obligation de réparer un dommage.

1. E. Feder. *Verantwortlichkeit für fremdes Verschulden nach dem B. G. B.* Berlin, 1902. — Cf. Gény. « Risques et Responsabilité ». *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1902, p. 817.

Prise dans ce sens, la responsabilité civile pourrait s'appeler *obligation indemnitaire* ; mais elle ne revêt pas ce caractère, lorsque le dommage arrivé ne peut être imputé à une personne quelconque, lorsque c'est la victime elle-même qui doit le supporter. La responsabilité, par conséquent, est la désignation de la personne qui doit supporter le dommage : l'auteur, la victime ou bien une troisième personne.

Il s'agit donc de la répartition des dommages en général, et c'est au droit positif de déterminer cette répartition. La répartition juridique se présente, par conséquent, comme une modification à la répartition naturelle, qui serait de laisser les choses telles que le sort les ait voulues ; mais cette modification est souvent idéale, car si le droit positif désigne celui qui doit supporter le dommage, la situation économique des intéressés désigne celui qui le subit réellement. Le Code civil n'a tenu compte que dans une mesure très restreinte de l'état de fortune des intéressés, mais dans une législation future (1) il serait

1. La situation de fortune a été prise en considération, par les rédacteurs du Code civil, lorsqu'ils ont admis la responsabilité des parents pour les fautes de leurs enfants mineurs (Planiol. *Traité élémentaire de Droit Civil*, II, n° 909), et, peut-être aussi, lorsqu'ils ont édicté la responsabilité des maîtres et commettants. Le Code civil allemand qui pose en principe l'irresponsabilité des personnes privées de raison autorise, dans l'article 829, une condamnation pécuniaire en tenant compte de la situation de fortune de l'intéressé,

juste que l'élément économique prépondère dans la répartition des dommages.

Une circonstance quelconque vient causer un préjudice à une personne dans un de ses biens. Qui est-ce qui doit subir ce préjudice ? C'est la victime, car la présomption est que chacun doit supporter les préjudices qui peuvent lui arriver (1). Mais, en certains cas, il paraîtra injuste de faire peser les dommages sur la victime, et c'est alors que le droit positif interviendra pour modifier cette répartition naturelle, en se demandant : y a-t-il une cause pour enlever à la victime la charge du dommage ? ou bien : y a-t-il une cause pour déclarer responsable

quand l'équité réclame un dédommagement pour la victime. M. Planiol estime, à bon droit, que dans le droit français « on pourrait aussi admettre, au moins dans une certaine mesure, la responsabilité des personnes moralement irresponsables. (*Loc. cit.*, II, n° 878.) Dans le même sens : Saleilles. *Théorie générale de l'obligation*, 1901, p. 376, note 1. — H. Rolin. « De la responsabilité sans faute. » *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1906, p. 64.

1. Ce principe « initial » et « fondamental », qui n'est pas consacré par un texte légal, M. Gény le nomme « le principe d'attribution des risques ». (« Risques et Responsabilités. » *Revue trimestrielle*, 1902, p. 87.) Le mot « risque » est entendu, généralement, des cas fortuits ou de force majeure ; or, dans certains cas la victime est responsable des préjudices qu'elle supporte. Il en est ainsi, lorsque le dommage se rattache directement ou indirectement à un fait de la victime.

une personne du dommage arrivé à une autre (1) ? Mais, d'autre part, n'importe quelle cause ne suffit pas pour décharger la victime du dommage subi ; et, par conséquent, il faut rechercher à quelles conditions, d'après le Code civil, une personne sera-t-elle obligée de supporter le préjudice arrivé à une autre personne, à quelles conditions sera-t-elle déclarée responsable. Ce qui revient à demander : quel est le fondement de la responsabilité ?

D'après la doctrine traditionnelle, qui est aujourd'hui encore celle qu'admet la jurisprudence et la plupart des auteurs, la base de la responsabilité civile se trouve dans la notion de faute. La faute est présentée comme une condition nécessaire de la responsabilité : « Pas de responsabilité sans faute », telle serait l'idée des rédacteurs du Code.

Pour qu'une personne soit déclarée responsable, on requiert trois conditions : a) l'existence d'un dommage ; b) l'existence d'une faute à la charge de l'auteur du dommage et enfin c) liberté et raison chez l'auteur du dommage (2). La victime, pour être

1. E. Feder, *loc. cit.*, p. 3.

2. Certains auteurs prétendent que la faute implique *volonté et intelligence relativement au dommage causé*, chez la personne déclarée responsable. (Saleilles. *Les accidents de travail*, p. 9. — H. Rolin. *Loc. cit.*, p. 75.) On va trop loin, car la jurisprudence ne demande à l'auteur d'une faute que discernement de ses actes, par conséquent liberté et raison en général et non

déchargée du préjudice qu'elle a subi, doit, par conséquent, prouver deux relations de cause à effet : d'abord, une relation de cause à effet entre le fait d'une personne et le dommage subi ; ensuite, une relation de cause à effet entre une faute de l'auteur du dommage et le fait dommageable.

Mais qu'est-ce que la faute ? M. Planiol la définit : *un manquement à une obligation préexistante* (1). La faute est donc un fait illicite qui consiste dans la violation d'une obligation préexistante. Si, avant de commettre le fait, je n'étais tenu de rien, le fait bien que dommageable, ne constituerait pas un fait illicite. « Une faute est une faute non pas parce qu'elle est dommageable, mais parce qu'elle est illicite (2). »

pas volonté consciente du dommage causé. (Gény. *Loc. cit.*, *Revue trimestrielle*, p. 338. — Planiol. *Traité*, n° 378. — R. Bendant et H. Capitant. *Théorie générale de la responsabilité civile. Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, t. 18.)

1. Planiol. *Traité*, II, n° 863 et *Etude sur la responsabilité civile. Revue critique*, 1905.

2. Planiol. *Revue critique*, 1905. — Tous les auteurs n'acceptent pas la définition de M. Planiol. Ainsi M. Gény. (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1902, p. 838) donne la définition suivante : « La faute n'est pas autre chose qu'une erreur de conduite, une défaillance d'attitude, qui normalement s'apprécie d'après le type abstrait de l'homme droit et sûr de ses actes. » Mais cette conduite « du type abstrait de l'homme droit et sûr de ses actes » d'où résulte-t-elle ? Si elle ne résulte d'aucun texte légal, alors elle variera, et par conséquent la faute aussi, avec chaque juge « qui sera libre de glisser sous ces mots la concep-

L'obligation préexistante, dont la violation constitue une faute, peut être ou bien une obligation conventionnelle ou bien une obligation légale (1). L'article 1142 du Code civil sanctionne les obligations conventionnelles, l'article 1382 les obligations légales. Mais quelles sont ces obligations légales ? Leur existence est prévue par la loi dans l'article 1382 lui-même ; mais leur énumération est impossible, parce qu'elles sont extrêmement variables. Leur détermination a été faite par la jurisprudence ; c'est là du droit coutumier (2). M. Planiol, en examinant

tion qui lui plaira ». — (Fesseire. *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité*, thèse, Aix, 1901.) Mais précisément, la conduite de ce type abstrait résulte de la loi, qui impose à chaque individu certaines obligations d'agir ou de s'abstenir. La violation d'une de ces obligations constitue la faute. — La même critique peut être adressée à la définition de la faute que donnent MM. R. Beudant et H. Capitant, dans leur article sur la responsabilité civile. *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, t. XVIII, p. 113.

1. Par conséquent, la distinction entre la faute contractuelle et la faute délictuelle doit être repoussée. — En ce sens : Planiol. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n^{os} 873-897. — Lefebvre. « Responsabilité délictuelle et contractuelle. » *Revue critique*, 1886. — Grandmoulin. *De l'unité de la responsabilité*. Thèse, Rennes, 1892. — J. de Haeze. « Une nouvelle théorie sur la responsabilité, *Flandre judiciaire*, 1901.

2. M. Martin, à son cours, professé à la Faculté de Droit de Paris en 1907-1908, sur la *Preuve judiciaire en matière civile et commerciale*.

les nombreux arrêts sur la question, est arrivé à classer les fautes en trois catégories : a) fautes contre l'honnêteté ; b) fautes contre l'habileté et c) fautes contre la légalité. « Je ne crois pas, dit-il, qu'il existe d'actes dommageables, constitutifs d'une responsabilité, qu'on ne puisse faire entrer dans aucune de ces trois catégories » (1).

Tels sont les traits caractéristiques de la théorie, qui fonde la responsabilité civile sur une idée de faute. Depuis quelque temps, cette théorie est vivement attaquée. On veut remplacer l'idée de faute par l'idée du risque créé.

Ce qui a déterminé ce mouvement c'est, d'une part, le fait par la jurisprudence de supprimer, dans quelques cas, la faute comme condition d'existence de la responsabilité civile (2), et, d'autre part, la situation vraiment injuste que créait la théorie de la faute aux ouvriers en cas d'accidents de travail. Et ce qui fait qu'aujourd'hui encore, malgré la loi du 9 avril 1898, la théorie de la responsabilité objective soit énergiquement soutenue, c'est la difficulté qui

1. *Revue critique*, 1905.

2. Ainsi, la jurisprudence accorde des dommages-intérêts aux voisins qui ont à souffrir des établissements dangereux, insalubres ou incommodes même lorsque ces établissements sont autorisés. Planiol. *Traité*, t. II, n° 372. — R. Beudant et Capitant. « Théorie de la responsabilité. » *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, p. 157.

existe pour la victime du dommage d'établir une relation de cause à effet suffisante entre la faute de l'auteur du dommage et le fait dommageable (1).

Dans cette nouvelle théorie de la responsabilité civile, fondée sur l'idée du risque créé, deux conditions sont suffisantes pour engendrer la responsabilité : a) l'existence d'un dommage et b) l'existence d'un rapport de cause à effet entre un fait, manifestation d'activité, et le résultat dommageable. Toute activité, qui crée pour autrui un risque nouveau, rend son auteur responsable du dommage qu'il peut causer, sans qu'on ait à rechercher s'il y a faute de sa part, telle serait la nouvelle formule de la responsabilité (2).

Remarquons, d'abord, que l'idée du risque créé est inconciliable avec les textes du Code civil, et qu'elle

1. C'est ainsi que, en matière d'accidents d'automobiles, on proposa simplement le renversement de la preuve. Chaque fois qu'un accident se produirait, le propriétaire serait présumé être en faute et n'échapperait à la responsabilité qu'en prouvant le cas fortuit ou la faute de la victime. (Ambroise Colin. « L'accident d'automobile et la loi. » *Revue politique et parlementaire*, janvier 1908). Quelques décisions ont même admis ce renversement de preuve. Cass., 8 mai 1906. D. 906. 1. 457. — Voir A. Wahl. « La responsabilité civile relative aux accidents d'automobiles. » *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1908, p. 19.

2. Elle est soutenue par M. Saleilles. *Les accidents de travail et la responsabilité civile*, 1897. En ce qui concerne les choses inanimées v. Jossierand. *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, Paris, 1897.

n'a pas été adoptée par aucune décision judiciaire (1); et, en second lieu, que si elle va peut-être bien au point de vue de l'utilité sociale, en tant qu'elle aboutit à une répartition plus large des dommages, elle blesse l'équité. « N'est-elle pas trop large, avec sa formule excessive et, quand elle supprime toute exigence psychologique ou morale chez l'auteur responsable pour se contenter du seul lien de causalité, n'arrive-t-elle pas à renverser complètement les termes de la situation antérieure, à déplacer purement et simplement, sous prétexte de responsabilité, la charge du risque, et, prétendant redresser une injustice, à en instituer une plus choquante encore, à menacer toute activité, bref à dépasser, jusqu'à les méconnaître absolument, les desiderata de notre sentiment juridique ? » (2).

1. V. la note de M. Esmein. S. 97. 1. 17, et aussi Planiol. *Traité*, II, n° 931. — Cf. R. Beudant et H. Capitant. « De la responsabilité. » *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, p. 160 et suiv.

2. Gény. « Risques et responsabilité. » *Revue trimestrielle*, 1902, p. 82. En même sens Planiol. « Etude sur la responsabilité. » *Revue critique*, 1905. — Sur les différents fondements qu'on a essayé de donner à la responsabilité civile. On doit mentionner encore l'*Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité* de M. Feisseire. Thèse d'Aix, 1901, et le système de M. Lévy, qui voit à la base de toute responsabilité une obligation générale de ne pas tromper la confiance nécessaire à l'entretien des relations sociales. (« Responsabilité et contrat » dans la *Revue*

La responsabilité objective n'est certainement pas le système du Code civil. Pourtant on y trouve des nombreuses irrégularités au principe de la responsabilité subjective : C'est que le législateur, pour être juste, a été obligé de tenir compte, dans certains cas, de la fonction économique de la charge du dommage et de laisser sur le second plan la fonction psychologique.

II. — *Responsabilité de la faute d'autrui*

Il y a responsabilité du fait d'autrui, lorsqu'une personne est obligée de supporter un dommage sans que la cause directe et immédiate du dommage puisse lui être imputable.

On ne répond pas seulement de ses propres fautes, mais encore des fautes commises par d'autres personnes. Pourtant le principe fondamental, en matière de responsabilité, est que les fautes sont personnelles ; mais ce principe est écarté par le caractère de l'obligation indemnitaire, qui est la sanction de la responsabilité civile. Lorsqu'une personne commet un fait illicite dommageable, la tâche de l'ordre juridique est double : *a*) elle doit prévenir l'origine du dommage et *b*) répartir les dommages résultants, selon les exigences de la justice sociale. La première tâche se résout en droit privé et droit

critique, 1899, et aussi « l'Exercice du droit collectif » dans la *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 95.)

pénal, la deuxième en droit privé, seulement ; la première est préventive, la deuxième compensatrice (1). En tenant compte de ce second caractère de l'obligation indemnitaire, on conçoit très bien qu'une personne soit déclarée responsable d'une faute, sans qu'elle en soit coupable.

En regardant de près, les cas de responsabilité pour les fautes d'autrui, on arrive à cette conclusion que, dans presque tous les cas, les personnes pour lesquelles on répond sont insolvables ; — mais, seulement, comme elles se trouvent dans un certain lien de dépendance vis-à-vis des personnes civilement responsables, le législateur trouve juste de faire supporter à ces dernières les dommages commis illicitement par les premières, en leur reconnaissant tout de même, dans certains cas, un droit de recours. Entre la victime du dommage et la personne civilement responsable, on ne peut hésiter. Et, en ce sens, on doit dire avec M. Sainctelette que « la responsabilité du fait d'autrui n'est pas une fiction inventée par la loi positive ; c'est une exigence de l'ordre social » (2).

Telle serait la raison philosophique et économique de la responsabilité de la faute d'autrui ; mais quel est le fondement juridique de cette responsabilité ?

1. E. Feder, *loc. cit.*, p. 5-6.

2. *Responsabilité et garantie*, p. 126.

Dans le droit romain, une responsabilité des fautes d'autrui exista, mais son fondement fut autre, que celui qu'on lui attribue, généralement, dans les législations modernes. Les actions noxales, données contre le père de famille ou le maître pour les délits commis par l'enfant ou par l'esclave, ne constituent point précisément un cas de responsabilité, *le paterfamilias* n'étant pas poursuivi, parce qu'il est tenu d'une obligation de surveillance, mais parce qu'il a *in potestate* la personne, qui a commis le délit. Ainsi, si l'esclave est en fuite, on ne peut pas donner l'action noxale contre son maître, et, s'il a changé de maître, l'action noxale sera donnée contre son nouveau maître.

La base de cette action est l'exercice du droit de vengeance, qui, plus tard, fut limité par les compositions volontaires d'abord, par les compositions légales ensuite. Quand un esclave avait commis un délit, la victime avait le droit de se venger sur lui, et le maître de l'esclave, sous peine de s'exposer lui-même à la vengeance de la victime, devait livrer l'esclave. Lorsque le droit de vengeance et les compositions volontaires furent remplacés par les compositions légales, comme les personnes en puissance n'avaient pas de patrimoine, la victime poursuivait le *paterfamilias* qui, devait opter entre le paiement de l'amende et l'abandon noxal. C'est, par conséquent, l'esclave qui en tout cas doit être puni, et

le maître ne paiera l'amende que lorsqu'il en trouvera un avantage à le garder (1).

Dans le droit moderne, l'obligation indemnitaire, suite de la responsabilité civile, n'a gardé que dans une mesure très restreinte le caractère de peine. Il s'agit plutôt de savoir qui doit supporter un dommage : l'auteur, la victime ou bien une troisième personne. Par conséquent, le fondement de la responsabilité de la faute d'autrui doit être cherché ailleurs.

On a prétendu, jadis, dans un premier système, que tous les cas de responsabilité de la faute d'autrui reposent sur une idée d'imputation légale, — dans un second système, qu'ils reposent sur l'idée de cautionnement légal et forcé (2). Ni l'un, ni l'autre de ces deux systèmes ne trouvèrent d'écho dans la doctrine, et la jurisprudence ne les consacra ni comme principe, ni dans leurs différentes conséquences.

D'après la théorie la plus répandue, et qui est aussi celle de la jurisprudence, tous les cas de responsabilité de la faute d'autrui reposent sur l'idée d'une

1. Sur tous ces points voir Girard. *Manuel de Droit Romain*, 3^e éd., p. 670 et son étude sur les actions noxales dans la *Nouvelle Revue Historique*, 1887 et 1888. — V. aussi Ed. Cuq. *Institutions*, I, 1^{re} éd., p. 362.

2. Pour les références, voir Fromageot. *De la faute comme source de la responsabilité*, p. 126.

faute présumée (1). A la base de cette responsabilité on trouve une faute, et la faute commise par l'auteur du dommage doit être regardée comme la conséquence d'une faute propre de la personne civilement responsable. Cette faute consiste — en envisageant les cas prévus par l'article 1384 du Code civil, — dans la violation de l'obligation de surveillance qui incombe aux père et mère pour leurs enfants, aux instituteurs et artisans pour leurs élèves et apprentis, aux maîtres et commettants pour leurs domestiques et préposés. De plus, dans ces cas, la faute est présumée. En somme, la responsabilité de la faute d'autrui n'est pas une dérogation au principe de la personnalité des fautes, puisque la personne civilement responsable a, dans tous les cas, une faute à se reprocher.

Sans prendre partie, dès à présent, sur la question du fondement de la responsabilité de la faute d'autrui dans les cas prévus par l'article 1384, — question que nous examinerons à propos de chaque cas — constatons que les cas prévus par cet article ne sont pas les seuls cas de responsabilité de la faute d'autrui prévus par le Code civil. Une responsabilité de la

1. Sourdat. *Traité général de la Responsabilité*. — Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*. — Demolombe. *Cours du Code Napoléon*. — Fromageot. *De la faute comme source de responsabilité*. — Willems. « Essai sur la Responsabilité. » *Revue générale de Droit*, 1895.

faute d'autrui peut se présenter toutes les fois qu'une personne est obligée de réparer un préjudice dont elle n'est pas la cause directe et immédiate. Ainsi, les parents répondent des dommages causés à des tiers par leur enfant majeur et aliéné, si une faute leur est personnellement imputable (1). De même, les directeurs d'établissements d'aliénés sont obligés de réparer les préjudices causés par leurs pensionnaires à des tiers, toutes les fois qu'on pourrait leur reprocher une mauvaise surveillance. Dans tous ces cas, nous sommes en présence d'une responsabilité du fait d'autrui, bien que l'article 1384 ne soit pas applicable (2). Le principe est le même, la différence réside dans le mécanisme de la preuve : dans la majorité des cas prévus par l'article 1384, il s'agit d'une faute présumée, tandis qu'ici la faute de la personne civilement responsable doit être prouvée.

Dans certains cas, la responsabilité de la faute d'autrui prend un aspect différent de celle prévue par l'article 1384 ; elle se trouve tantôt amoindrie, tantôt agrandie. L'amoindrissement ou l'extension de la responsabilité de la faute d'autrui, dans ces

1. Chambéry, 29 octobre 1889. S. 1891. 2. 10. — V. aussi Cass., 31 octobre 1901. S. 1902. 1. 32.

2. V. sur la responsabilité du tenancier d'un bureau de placement pour vol commis par un domestique placé. Paris, 28 avril 1904. S. 1905. 2. 102.

cas, se présente comme la conséquence du rapport contractuel qui unit le débiteur, personne civilement responsable, au créancier, victime du dommage. Cela ne veut pas dire qu'il existe deux sortes de fautes, faute contractuelle et faute délictuelle, mais seulement que la responsabilité est modifiée par le contrat et cela est très possible, car la responsabilité ne se mesure pas à la faute.

Dans la majorité des hypothèques qui se présentent dans la pratique, le débiteur se sert, pour l'exécution de l'obligation qu'il a contractée, d'un certain nombre d'auxiliaires : commis, surveillants, etc. Ces personnes doivent être considérées comme des préposées, parce que, d'abord, le débiteur peut les choisir librement et parce que, ensuite, il a la possibilité de leur donner des ordres. En vertu de l'article 1384, par conséquent, il répondra de toutes les fautes que peuvent commettre ses auxiliaires dans l'exercice des fonctions ou en abusant de leurs fonctions. Seulement, l'article 1384 traite spécialement des dommages que le préposé a causé aux tiers, au public ; et la question qui se pose est de savoir si, oui ou non, le débiteur qui ne peut pas exécuter l'obligation dont il est tenu, à cause de la faute de son préposé, sera responsable vis-à-vis du créancier dans les termes mêmes de l'article 1384 ?

Si on admettait l'affirmative, on devrait logiquement conclure que le débiteur répond seulement des

fautes que le préposé commet dans l'exercice de ses fonctions, ou en abusant des fonctions qu'on lui a confiées et qu'il est exempt de toute responsabilité lorsque le préposé agit en dehors de ses fonctions. De plus, ce serait au créancier de prouver la faute commise par le préposé dans l'exercice de ses fonctions. Or, cette dernière conséquence est inadmissible. Le créancier n'a qu'une seule chose à prouver : l'obligation que le débiteur s'est engagé à exécuter et c'est au débiteur de prouver que l'inexécution est due à un cas fortuit ou de force majeure. Et alors, il s'agit de savoir si la faute commise par le préposé, en dedans ou en dehors de ses fonctions, constitue, oui ou non, un cas fortuit ou de force majeure, autrement dit, la faute du préposé peut-elle être considérée comme une cause étrangère au débiteur dans le sens de l'article 1147? La réponse est négative, Le débiteur ne peut pas invoquer comme moyen d'exonération la faute de son préposé et, par conséquent, il doit être condamné à réparer le préjudice éprouvé par le créancier. L'acte illicite et dommageable du préposé, bien qu'il ne soit pas imputable au débiteur, ne lui est pas étranger (1).

1. En ce sens F. Ferrara. « Responsabilità contrattuale per fatto altrui. » *Archivio Giuridico*, 1903, t. II, fasc. 3, p. 401. Il y a aussi quelques décisions judiciaires dans le même sens : Poitiers, 12 décembre 1904. D. 1905. 2. 454. — Dijon, 18 mars 1906. S. 1906. 2. 17 et la note de M. Perreau. — Dans

Sur quoi est-elle fondée cette règle ? L'idée de faute à elle seule ne suffit pas à justifier cette responsabilité. Il est incontestable, qu'il peut exister des cas où une faute dans le choix ou dans la surveillance pourra être reprochée au débiteur ; mais il est, non moins incontestable, que le débiteur est responsable même lorsqu'aucune faute ne peut lui être imputée. La raison de ce principe se trouve plutôt dans l'idée que, si le débiteur veut se servir d'auxiliaires, il ne peut le faire qu'à ses risques et périls ; par conséquent, c'est lui qui doit supporter tous les préjudices arrivés à ses créanciers par les fautes de ses préposés. Il importe peu que le créancier sache ou non que le débiteur, pour l'exécution de son engagement, se servira d'auxiliaires (1) ; les moyens

cette dernière espèce, il s'agissait de savoir si le médecin peut être considéré comme le préposé de l'administration. Le tribunal avait résolu négativement la question. La Cour, au contraire, déclara l'administration responsable de la faute du médecin, parce qu'il résultait des débats qu'elle avait eu le choix de son personnel. Cependant, la Cour ajoute : « Au surplus, si le malade a été admis à l'hôpital comme malade payant, il s'est créé entre la Commission administrative et lui une obligation contractuelle, qui donnait à celle-ci le devoir d'assurer au malade, dans la mesure où cela dépendait d'elle, les visites et les soins que nécessitait son état, et la commission est, par suite, non recevable à prétendre que le fait du médecin provient d'une cause qui lui est étrangère, et qui ne peut être mise à sa charge, aux termes de l'article 1147 du Code civil ».

1. Avant le nouveau Code civil, les jurisconsultes allemands résolvaient la question de savoir si le débiteur devait

employés par le débiteur pour accomplir son obligation doivent rester étrangers au créancier (1). Le débiteur ne pourra que d'une seule manière échapper à la responsabilité : c'est en prouvant que le préposé n'est pas coupable du dommage arrivé et que, par conséquent, l'inexécution de l'obligation est la suite d'un cas fortuit ou de force majeure, qui pouvait arriver au débiteur lui-même.

La responsabilité du débiteur à raison des fautes de ses préposés est, par conséquent, plus grande que la responsabilité du commettant de l'article 1384, dans ce sens que le débiteur est tenu de toutes les fautes de ses employés, même de celles commises en dehors de leurs fonctions.

A un autre point de vue, cependant, la responsa-

être déclaré responsable, lorsque la cause de l'inexécution de l'obligation était imputable à ses employés, par une distinction : lorsque l'emploi d'agents auxiliaires était prévu par le contrat, le débiteur n'était responsable que du choix de ses agents : lorsqu'au contraire le contrat ne prévoyait pas l'emploi d'auxiliaires, le débiteur devait répondre de toutes les fautes de ses préposés. — V. Saleilles. *Etude de la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet du Code civil pour l'Empire allemand*, 2^e édit., 1901, n^o 17, p. 16.

1. Selon M. Ferrara, *loc. cit.*, la raison de cette responsabilité se trouve dans l'idée du risque créé. « Chacun est tenu non seulement de son fait propre, mais de tous ceux qui sont l'explication, le développement, l'irradiation de son individualité. »

bilité du débiteur apparaît comme plus restreinte que celle des commettants. Ainsi, en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité, le débiteur devra indemniser le créancier dans les termes des articles 1150 et 1151 du Code civil ; la réparation sera donc limitée aux dommages directs et prévus. Les maîtres et commettants, au contraire, devront réparer tout le préjudice causé par leurs domestiques et préposés, les articles 1150 et 1151, de l'avis de tout le monde, ne recevant pas application en matière de délits et de quasi-délits.

Enfin une dernière différence peut encore être signalée. Toute la doctrine reconnaît qu'en matière de contrats le débiteur ne répond jamais de sa faute très légère (1) ; par conséquent, il ne répondra non plus des fautes très légères que peuvent commettre ses employés. Au contraire, les maîtres et commettants seront obligés de réparer les préjudices causés aux tiers même par les fautes très légères de leurs domestiques et préposés ; c'est la conséquence de l'idée qu'en matière de délits toute faute peut faire naître une obligation de réparation.

Ce principe de la responsabilité du débiteur à raison des fautes de ses employés résulte des principes généraux (2). Il n'y a pas de texte spécial ;

1. Planiol. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 239.

2. Le nouveau Code civil allemand a consacré l'article 278 à la responsabilité pour autrui en ce qui concerne l'exécution

cependant quelques articles du Code civil ne sont que l'application de ce principe.

Ainsi l'article 1735 du Code civil, qui déclare le preneur responsable des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de la maison ou des sous-locataires, n'est que l'application à un cas spécial du principe de la responsabilité pour autrui en matière de contrats. Ce cas de responsabilité de la faute d'autrui ne repose pas sur le principe de l'article 1384 ; la responsabilité du locataire est beaucoup plus grande. Supposons, par exemple, que le domestique d'un locataire, par malveillance et en montant sur le toit, mette le feu à la maison et que l'incendie se communique aussi à la maison voisine. Le locataire est-il tenu de réparer le préjudice causé par le délit de son domestique ? Vis-à-vis du propriétaire voisin, le locataire sera déclaré irresponsable par application de l'article 1384, le domestique

d'une obligation. Cet article déclare le débiteur responsable de la faute de son aide, dans la même mesure que s'il s'agissait de sa faute personnelle. Au contraire, vis-à-vis des tiers, l'article 831 ne déclare le commettant responsable de la faute de son préposé que lorsqu'une faute lui est personnellement imputable, faute qui peut consister dans un mauvais choix ou dans un défaut de surveillance. — V. E. Feder. *Verantwortlichkeit für fremdes Verschulden nach dem Bürgerlichen Gesetzbuche*, p. 27, et la traduction annotée du Code civil allemand, t. I. p. 398.

ayant agi en dehors de ses fonctions (1) ; au contraire vis-à-vis du bailleur, le locataire sera tenu de réparer le préjudice causé, bien que le domestique ait agi en dehors de ses fonctions (2). Cette solution n'est que l'application du droit commun. Le locataire est tenu, en vertu du contrat, des dommages arrivés à l'immeuble dont il a la garde et il ne peut échapper à cette responsabilité qu'en prouvant le cas fortuit ou la force majeure ; or, la faute commise par son domestique même en dehors de ses fonctions ne constitue pas une cause qui soit étrangère au débiteur dans le sens de l'article 1147.

Les articles 1952 et 1953 du Code civil, qui traitent de la responsabilité des aubergistes ou hôteliers et les articles 1782 à 1784 du Code civil, qui traitent de la responsabilité des voituriers par terre ou par eau, ne sont eux aussi que l'application du droit commun. Seulement le principe du droit commun, dans ces cas, n'est pas celui qui résulte de l'article 1384, mais celui qui résulte des articles 1147 et suivants. Dans ces deux cas, cependant, la loi ajoute au droit commun, car elle déclare les hôteliers et les voituriers responsables non seulement des fautes de leurs domestiques et préposés, mais aussi des

1. Cass., 3 mars 1884. D. 1885. 1. 63.

2. Cass., 24 janvier 1883. S. 1883. 1. 261. — Riom, 4 août 1891. 1892. D. 2. 175.

fautes des étrangers « allant et venant dans l'hôtellerie ». (Art. 1953 et 1782 C. civ.) Cette disposition repose sur l'idée d'une faute, l'hôtelier et le voiturier étant tenus d'une stricte surveillance en ce qui concerne les choses dont ils ont la garde.

Enfin la question de savoir si le commettant peut s'exonérer des fautes commises par ses préposés se pose justement dans les cas où le commettant est lié par contrat à la victime du dommage. L'article 1384 est une disposition d'ordre public ; mais comme ce n'est pas cet article qui régit les rapports du débiteur et du créancier, lorsqu'il s'agit de la responsabilité des préposés, une clause d'exonération des fautes de ses employés peut être valablement insérée par le débiteur dans la convention. On admet généralement que le débiteur peut s'exonérer de ses propres fautes, faute lourde assimilée au dol exceptée ; on doit lui permettre de s'exonérer aussi de fautes de ses préposés. En vertu du principe de la liberté des conventions, on permet au débiteur de prendre à sa charge les cas fortuits ; en vertu du même principe, on doit lui permettre de s'exonérer de ses fautes et de celles de ses préposés. La jurisprudence, qui admet la possibilité de s'exonérer par assurances de fautes de ses préposés, paraît au contraire hésitante sur la question de savoir si on peut s'en exonérer par une clause de non-responsabilité (1).

1. Un arrêt de la Cour de cassation du 28 octobre 1903,

Dans la présente étude, nous ne nous occuperons que des cas de responsabilité de la faute d'autrui, prévus par le Code civil dans l'article 1384. Cet article est le siège de la responsabilité de la faute d'autrui en dehors de tout rapport contractuel entre la personne civilement responsable et la victime du dommage.

Après avoir posé en principe qu'on répond non seulement de ses propres fautes, mais encore des fautes de certaines autres personnes, l'article 1384 du Code civil énumère, dans ses autres alinéas, les personnes qui répondent pour autrui et celles pour lesquelles on répond. Il y en a deux catégories bien distinctes : les père et mère pour leurs enfants, les instituteurs et artisans pour leurs élèves et apprentis, d'une part, les maîtres et commettants pour leurs domestiques et préposés, d'autre part. Ces deux catégories de personnes répondant pour autrui se séparent à plusieurs points de vue : d'abord, quant au fondement, ensuite, quant aux conditions d'existence de la responsabilité et, enfin, quant à la preuve et aux moyens d'exonération,

Gaz. Pal., 1904. 1. 58, admet qu'on peut s'exonérer des fautes de ses préposés par une clause de non-responsabilité. Sur les différentes opinions émises sur la question de la validité des clauses de non-responsabilité, voir les indications que donne M. Perreau, dans une note sous Cass., 31 décembre 1900. S. 1901. 1. 401. — V. également la note de M. Chavegrin sous Cass., 6 août 1901. S. 1901. 1. 481.

TITRE I

RESPONSABILITÉ DES PÈRE ET MÈRE INSTITUTEURS ET ARTISANS

CHAPITRE PREMIER

Le fondement de cette responsabilité

Sur le fondement de la responsabilité des père et mère, instituteurs et artisans, tout le monde est d'accord. Cette responsabilité repose sur une idée de faute, mais seulement dans ces cas la faute est présumée.

Les parents sont tenus, à l'égard de leurs enfants mineurs d'une obligation de surveillance. (Art. 372 et 203, C. civ.) Par conséquent, lorsque l'enfant, par sa faute, cause un dommage à autrui, l'obligation légale de surveillance n'a pas été exécutée. On reproche donc une faute personnelle aux parents : celle de n'avoir pas surveillé assez étroitement leurs enfants. Seulement, la faute est ici présumée. La vic-

time n'a pas à la prouver, et c'est aux parents, pour échapper à la responsabilité de prouver, que malgré leur surveillance ils n'ont pas pu empêcher le fait dommageable. Ce renversement de preuve s'explique par *la loi du moindre effort*, car il serait beaucoup plus difficile à la victime du dommage de prouver directement la faute des parents, qu'aux parents de prouver l'inutilité de leur surveillance (1).

La responsabilité des instituteurs et artisans a le même fondement juridique que celle des père et mère. Eux aussi sont tenus d'une obligation de surveillance, et la loi présume la violation de cette obligation chaque fois qu'un dommage vient d'être causé par un de leurs élèves ou apprentis. Seulement pour les instituteurs et artisans, l'obligation de surveillance ne dérive pas de la loi, mais d'une convention, car les parents ou le tuteur ont seuls l'exercice de la puissance paternelle ou de la puissance tutélaire, et c'est de là que découle l'obligation de surveillance. Par conséquent, les instituteurs et artisans sont les délégués des parents ou du tuteur, qui les ont substitués provisoirement et par convention, dans l'exercice des droits, qu'ils tiennent de la loi.

Il est donc incontestable que, dans tous ces cas de responsabilité de la faute d'autrui, les deux principes fondamentaux : « il n'y a pas de responsabilité

1. M. Bartin à son cours.

sans faute », et « on ne répond que de ses propres fautes », sont respectés ; seulement, le législateur, contrairement au droit commun, présume la faute du civilement responsable.

CHAPITRE II

Détermination des personnes responsables

§ 1. — *Les Père et Mère*

L'article 1384 commence l'énumération des personnes civilement responsables par le père et la mère.

En principe, tant que le père vit, il est seul responsable des fautes de son enfant mineur, car lui seul, durant le mariage, a l'exercice de la jouissance paternelle (art. 337) (1). Cependant, exceptionnellement, cette responsabilité pourra passer à la mère le mariage durant, toutes les fois que l'exercice de la puissance paternelle lui est légalement confié. C'est ainsi que, en cas d'absence déclarée du père, la puissance paternelle passe de plein droit à la mère (art. 141), qui répondra, par conséquent, de toutes les fautes de son enfant mineur. De même, en cas de déchéance légale ou facultative encourue

1. Cass., 13 août 1877. S. 1879.1.472.

par le père, les tribunaux pourront décider la dévolution de la puissance paternelle à la mère. (Loi du 24 juillet 1889.)

En cas de dissolution du mariage par décès, la responsabilité passe à la mère. En cas de divorce ou de séparation de corps, elle passe à celui des parents qui a la garde de l'enfant (1).

L'article 1384 ne mentionne que les père et mère légitimes, mais toute la doctrine est d'accord pour admettre que la même responsabilité s'applique aux père et mère naturels, à la condition d'avoir reconnu leurs enfants (2). La responsabilité pèsera sur celui des parents qui a reconnu l'enfant, si tous deux l'ont reconnu, la responsabilité incombe au père.

L'énumération des personnes civilement responsables, faite par l'article 1384, est limitative, parce qu'il s'agit d'une présomption et que les présomptions sont d'interprétation stricte (3). Par conséquent, toutes les autres personnes, non comprises dans l'énumération du texte, chez lesquelles l'enfant pour-

1. Lille, 1^{er} février 1894. D. 1894. 2. 512.

2. *Contra*: Demolombe. *Cours du Code Napoléon*, t. XXXI, no 571 et Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, t. VII, article 1384, no 3. Ces deux auteurs se contentent d'une possession d'état publique et constante.

3. En ce sens toute la doctrine. — V. aussi Cass., 24 mai 1855. D. 1855. 1. 426.

rait se trouver, n'encourront pas la responsabilité édictée par l'article 1384 ; cependant, elles pourront être tenues d'une faute personnelle en vertu de l'article 1382.

Malgré cela, une exception doit être admise en ce qui concerne *le tuteur*.

Le tuteur tient la place des père et mère. Il exerce des droits analogues à ceux qui dérivent de la puissance paternelle (art. 450 et 468 du C. civ.) et, malgré l'oubli des rédacteurs du Code, il doit être soumis aux dispositions de l'article 1384 du Code civil (1).

L'opinion contraire a été soutenue. L'identité des motifs ne serait pas une raison suffisante pour étendre une présomption légale lors du texte (2) et, à moins d'une faute démontrée, le tuteur ne serait pas responsable des fautes commises par son pupille.

1. Pothier. *Oblig.*, n° 121. — Larombière, sur l'article 1384, n° 6. — Aubry et Rau, IV, § 447. — Sourdat, II, n° 843.

2. Laurent, t. XX, n° 555. — Demolombe, t. XXXI, n° 387. — Huc, t. VIII, n° 440. — Planiol, note sous Cass., 22 juillet 1891. D. 1892.1.5. — M. Planiol, en faveur de cette interprétation, remarque que « la personne substituée au père, pour la garde de l'enfant, n'est pas nécessairement subrogée à la responsabilité » et donne l'exemple suivant : lorsqu'une fille se marie étant encore mineure, son mari n'est pas soumis à la responsabilité civile établie par l'article 1384. Mais, dans cet exemple, la fille devient majeure par le mariage et, par conséquent, elle est personnellement tenue de toutes ses fautes.

Si cette interprétation est exacte nous devons conclure que lorsque l'enfant est en tutelle l'article 1384 du Code civil ne reçoit application ni en ce qui concerne les instituteurs, car nous avons dit plus haut, et sur ce point tout le monde est d'accord (1), que les instituteurs sont les délégués des parents ou du tuteur. Il serait tout à fait injuste que les instituteurs, qui ne sont chargés que provisoirement de la surveillance des élèves, soient tenus d'une responsabilité plus grave que les tuteurs, qui ont la surveillance permanente de leurs pupilles (2).

D'ailleurs, postérieurement au Code, des lois spéciales, qui contiennent des applications du principe de l'article 1384, ont formellement consacré la responsabilité du tuteur et l'ont assimilé aux père et mère (3).

On s'est encore demandé si la responsabilité de l'article 1384 n'incombait aussi au mari à raison des fautes commises par sa femme. Mais cette question est résolue négativement par l'unanimité de la

1. V. la note de M. Perreau sous Pau, 2 juillet 1898. S. 1899. 2. 137.

2. Aubry et Rau. *Cours de Droit civil français*, IV, § 447, note II.

3. Telles sont les lois des 28 septembre, 6 octobre 1791 (Code rural), tit. II, art. 7 ; le Code forestier, art. 206 ; la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, art. 74 ; la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, art. 28.

doctrine (1) et la jurisprudence est du même avis (2). La solution est logique et s'explique aisément. La puissance maritale, qui est établie au profit du mari sur la femme, n'a pas les mêmes caractères que la puissance paternelle ; elle est établie plutôt pour régler les rapports des époux entre eux que leurs rapports vis-à-vis des tiers. Notamment l'obligation de surveillance, qui est le corollaire de la puissance paternelle, ne découle pas de la puissance maritale. Par conséquent, le mari n'étant pas chargé, vis-à-vis des tiers, de surveiller la conduite de sa femme ne peut pas, en cette seule qualité, être rangé parmi les personnes civilement responsables.

Cependant, ce principe n'exclut pas la responsabilité du mari lorsqu'il a participé directement ou indirectement aux faits délictueux. De même, le mari pourra être déclaré responsable des fautes commises par sa femme, lorsqu'il pouvait les empêcher et ne l'a pas fait, par conséquent, lorsqu'on pourra relever contre lui une imprudence ou une négligence (3). Seulement, dans ces cas le mari sera

1. On ne trouve qu'un seul arrêt décidant le contraire ; Cass., 23 décembre 1818. S. chr. — Mais cet arrêt s'explique par les circonstances spéciales à raison desquelles il a été rendu. V. Sourdat, II, n° 852.

2. D., 68. 5. 355 ; S. 902. 1. 32.

3. Cass. 21 octobre 1901. D. 901. 1. 524.

poursuivi en vertu de l'article 1382 et non pas en vertu de l'article 1384.

En tous cas, et cela est hors de doute aussi bien en doctrine qu'en jurisprudence, lorsque la femme agit comme préposée du mari, celui-ci est civilement responsable, en vertu de l'article 1384, de toutes les fautes commises par elle dans la fonction qu'elle accomplit (1).

Si l'un des époux est atteint d'aliénation mentale, ni le mari, lorsque c'est la femme qui en est atteinte, ni la femme, lorsque c'est le mari qui est aliéné, ne sont civilement responsables des dommages causés par l'un d'entre eux, à moins toutefois qu'une faute ne leur soit personnellement imputable (2). Mais cette solution, — que la jurisprudence admet toutes les fois qu'il s'agit des dommages causés par des personnes atteintes d'aliénation mentale, — quoique juridique, ne correspond pas entièrement à la fonction économique de la répartition des dommages. Une extension du principe de l'article 1384 serait, ici, logique, car les aliénés ont besoin d'être surveillés comme les enfants (3).

La responsabilité des père et mère pour leurs

1. Cass. 8 juillet 1872. D. 73. 1. 33.

2. Cass. 31 octobre 1901. S. 1902. 1. 32. — Aix, 7 décembre 1866. S. 1867. 2. 263.

3. V. l'art. 832 du Code civil allemand.

enfants est soumise à deux conditions : que l'enfant soit mineur, d'abord, qu'il habite avec eux, ensuite.

PREMIÈRE CONDITION : *Minorité de l'enfant.* — L'article 1384 exige comme première condition à la responsabilité des parents que l'enfant soit mineur au moment où il a commis le fait dommageable. On comprend très bien que la loi ait exigé cette condition, puisque cette responsabilité est fondée sur la puissance paternelle.

Le fait que l'enfant a agi avec ou sans discernement reste indifférent, bien que l'article 1310 du Code civil déclare les mineurs personnellement responsables de leurs fautes graves, dès qu'ils ont l'âge de discernement, car d'une part, cette responsabilité est souvent illusoire, la plupart des mineurs n'ayant pas de biens ; d'autre part, parce que les mineurs sont sous la surveillance de leurs parents (1).

Quand l'enfant devient majeur, la puissance paternelle et l'obligation de surveillance prennent fin et la responsabilité des parents disparaît aussi. Ainsi, la jurisprudence décide que les parents ne répondent pas des dommages causés par leurs enfants majeurs, même lorsqu'ils sont atteints d'aliénation mentale quoique demeurant dans la maison pater-

1. Planiol. *Traité Élémentaire*, II, n° 909.

nelle (1). Cependant les parents pourraient être déclarés responsables en vertu de l'article 1382, lorsqu'il sera prouvé que le dommage causé par l'enfant majeur, insensé, demeurant chez eux, est la suite d'une négligence ou imprudence qui leur serait imputable (2).

L'émancipation d'un enfant mineur a pour conséquence de faire cesser la puissance paternelle tout comme la majorité ; va-t-elle faire cesser aussi la responsabilité des parents ? L'affirmative paraît logique, du moment que la responsabilité édictée par l'article 1384 est fondée sur la puissance paternelle. Cependant, la doctrine résout la question par une distinction. L'émancipation tacite, celle qui résulte du mariage, fait cesser la responsabilité des père et mère ; tandis que l'émancipation expresse maintient cette responsabilité, tout au moins lorsque l'enfant émancipé continue à avoir le même domicile que celui de ses parents (3). Cette distinc-

1. En ce sens toute la doctrine. — Voir aussi. Cass., 14 mai 1866. D. 1867. 1.296.

2. Labbé. *Revue critique*, 1870, p. 129. — Chambéry, 6 février 1874. S. 75. 2. 1-8. — Chambéry, 29 octobre 1889. S. 1891. 2. 10. — Cass., 21 octobre 1901. S. 1902. 1. 32. — Cass., 30 juillet 1906. *Gaz. du Palais* du 13 oct. 1906 et *Pandectes françaises*, 1906. 1. 324 et la note. — V. aussi Caen, 2 décembre 1853. D. 1855. 2. 117.

3. Certains auteurs ne font pas cette distinction. La responsabilité des parents cesserait dans tous les cas, que l'enfant soit émancipé tacitement ou expressément. En ce sens :

tion s'expliquerait, dans le premier cas, par le fait que par le mariage le fils devient à son tour chef de famille et que la fille passe sous l'autorité de son mari ; dans le second cas, par le fait qu'on pourrait reprocher aux parents d'avoir commis une faute en émancipant trop tôt leur enfant. Il n'y a pas décision judiciaire sur la question.

DEUXIÈME CONDITION : *Habitation de l'enfant chez ses parents.* — La minorité ne suffit pas pour déclarer responsables les parents des faits dommageables de leur enfant ; il faut encore que l'enfant habite chez eux, sous le même toit qu'eux, de manière que le père puisse le surveiller. Lorsque l'enfant se trouve en état de vagabondage accidentellement ou habituellement, le père sera responsable de toutes les fautes commises par lui, car le laissant vagabonder, il manque à son obligation de surveillance.

Le père cesse d'être responsable toutes les fois que l'enfant est confié à un tiers, lorsqu'il se trouve placé dans un lycée (1) ou bien lorsqu'il est apprenti, ouvrier (2) ou domestique (3). Dans tous ces cas,

Laurent. *Principes du droit civil français*, XX, n° 558. — Huc. *Commentaire du Code civil*, VIII n° 440.

1. Besançon, 30 septembre 1884. S. 85. 2. 44. — Cass., 13 janvier 1890. S. 91. 1. 49 et la note de M. Labbé.

2. Montpellier, 12 février 1887. S. 1888. 2. 167.

3. Bordeaux, 9 février 1839. S. 1839. 2. 499. — Cass., 30 août 1866. D. 1867. 5. 378. — Nancy, 8 août 1874. S. 1874. 2. 301 et la note. — Douai, 14 février 1894. S. 1894. 2. 161.

la responsabilité du père disparaît, mais elle est remplacée par celle de l'instituteur, artisan, maître ou commettant (1). Cependant, il y a des cas où la responsabilité des parents cesse sans qu'elle soit remplacée par une autre responsabilité. Il en est ainsi lorsque l'enfant est placé en nourrice ou aux soins de ses différents parents ou bien lorsqu'il fait son service militaire (2). Pourtant, ici encore, la jurisprudence a trouvé le moyen de dédommager la victime des préjudices subis, mais, en se plaçant cette fois sur le terrain de l'article 1382 elle exige la preuve, que le fait dommageable est la conséquence d'une mauvaise éducation (3).

§ 2. — *Les instituteurs et artisans* (4)

L'article 1384, dans son alinéa 4, déclare les instituteurs et artisans responsables des fautes commises par leurs élèves et apprentis pendant le temps

1. Pau, 2 juillet 1898, S. 1899. 2. 137 et la note de M. Perreau.

2. Colmar, 30 avril 1863. S. 1863. 2. 136.

3. Aix, 11 juin 1859. S. 1860. 2. 193. — Dijon, 19 février 1875. S. 1875. 2. 81. — Limoges, 10 janvier 1894. D. 95. 2. 141.

4. Amiot. *Responsabilité civile des instituteurs*. — Bourdeley. *Responsabilité des instituteurs*. — A. Bourguignon. *De la responsabilité des instituteurs*. Thèse de Paris, 1908.

qu'ils sont sous leur surveillance. Cette responsabilité repose, comme celle des parents, sur une idée de faute présumée. L'obligation de surveillance, les instituteurs et les artisans la tiennent des parents ; ils sont leurs délégués. Lorsqu'un enfant mineur commet un fait dommageable, il faut, nécessairement, que quelqu'un en réponde : si ce n'est pas le père ou la mère, c'est l'instituteur ou l'artisan.

Qui doit être considéré comme instituteur ? Toute personne qui se charge de l'éducation et de l'instruction d'un ou plusieurs élèves, et en même temps de leur surveillance (1). Mais, pour que la responsabilité de l'instituteur existe, il faut encore que les leçons aient lieu chez le maître ou à l'école, et non pas dans la maison paternelle ; dans ce cas, pendant les heures de classes, le père transmet l'obligation de surveillance à l'instituteur et sa responsabilité est remplacée par la responsabilité du maître (2). Dans le cas contraire, où les leçons sont données à la maison paternelle, le père conserve la surveillance sur son enfant, et la responsabilité du précepteur ne sera

1. Paris, 16 février 1880. S. 1880. 2. 169. — Besançon, 30 juillet 1884. S. 1885. 2. 44. — Grenoble, 20 décembre 1901. D. 1902. 2. 147. — Voir aussi R. Beudant et H. Capitant. « Théorie de la responsabilité ». *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, p. 615.

2. Agen, 23 juin 1869. S. 1869. 2. 253. — Limoges, 1^{er} mai 1895. S. 99. 2. 139. — Voir *contra* : Cass., 29 décembre 1831. S. 1833. 1. 655.

pas engagée par les fautes commises par l'enfant pendant les leçons (1).

Du moment que l'élève va à l'école ou chez le maître, il n'y a pas à distinguer selon qu'il est interne ou externe (2). Cependant, l'instituteur ne répond des fautes commises par l'enfant, que pendant le temps dans lequel celui-ci est en classe et dans les heures de récréation pendant lesquelles il doit rester sous sa surveillance. L'instituteur sera exempt de toute responsabilité, par conséquent, lorsqu'un accident survient à un élève dans la maison de l'école avant l'heure de l'ouverture, parce que, à ce moment, il n'était tenu à aucune surveillance (3).

La majorité ou la minorité de l'enfant influe-t-elle sur la responsabilité de l'instituteur ou de l'artisan ? Au point de vue pratique, la question ne présente pas beaucoup d'intérêt, car les majeurs se trouvent rarement sous la surveillance effective d'un instituteur ou d'un artisan.

En doctrine, on a prétendu, dans un premier système, qu'il n'y avait point à distinguer suivant que l'élève ou l'apprenti est majeur ou mineur (4). L'ar-

1. Amiot. *La responsabilité civile des instituteurs*, p. 23. — Sourdat. *Traité général de la responsabilité*, II, n° 815.

2. Limoges, 1^{er} mai 1895. S. 1899. 2. 139.

3. Châteauroux, 24 mai 1898. S. 99. 2. 147. — Bourg, 5 août 1902. *Le Droit*, 12 mars 1903.

4. Huc. *Commentaire du Code civil*, t. VIII, n° 441. —

ticle 1384, alinéa 4, s'applique, dit-on, quel que soit l'âge de l'élève ou de l'apprenti, parce que le texte ne distingue pas ; la distinction, d'ailleurs, ne se comprendrait pas, car le devoir de surveillance est le même dans les deux cas. De plus, ajoute-t-on, les instituteurs et artisans n'ont qu'à renvoyer leurs élèves ou apprentis majeurs s'ils sont impuissants à les surveiller.

Dans ce système, on oublie que l'obligation de surveillance de l'instituteur et de l'artisan n'est qu'une délégation de la puissance paternelle ou de la puissance tutélaire. Or, l'enfant majeur échappe à l'autorité de ses parents qui cessent d'être responsables de ses actes ; il serait donc injuste d'imposer à l'instituteur et à l'artisan une responsabilité dont les parents sont déchargés. Les personnes âgées de vingt et un ans sont libres de leurs actes et doivent seules répondre des dommages qu'elles causent par leur faute. Aussi, dans un second système, on exige, et à bon droit, comme condition de la responsabilité de l'instituteur et de l'artisan, que l'élève ou l'apprenti soit mineur (1).

M. Beudant et Capitant. « Théorie générale de la responsabilité civile. » *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, p. 616.
— Cf. Laurent, t. XX, n° 567.

1. Sourdat. *Traité de la Responsabilité*, t. II, n° 887. — Demolombe. *Cours du Code Napoléon*, t. XXXI, n° 607. — Planiol. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 909.

Cependant, en raison de l'extension donnée par la jurisprudence à la notion de l'instituteur, on est arrivé à appliquer l'article 1384, alinéa 4, à des majeurs. Ainsi la jurisprudence, en partant de l'idée que cette responsabilité a pour fondement une obligation de surveillance, est arrivée à la conclusion que, partout où cette obligation se rencontre, la responsabilité de l'article 1384, alinéa 4, existe. C'est comme cela qu'un arrêt de la Cour d'Agen (1), dans ses motifs, pose en principe qu'on doit ranger au nombre des instituteurs les directeurs d'asiles d'aliénés et les présumer en faute chaque fois qu'un de leurs pensionnaires commet un fait dommageable. Cette interprétation de l'article 1384 est trop extensive. Le directeur d'un asile d'aliénés est, incontestablement, responsable des actes commis par ses pensionnaires, mais selon le droit commun, ce qui veut dire que la victime du dommage devra prouver une faute de sa part. L'extension de l'article 1384 est incompréhensible dans ce cas, étant donné que l'instituteur est le délégué des parents ou du tuteur.

La responsabilité, édictée par l'article 1384 à la charge des instituteurs, a trait aux dommages causés par l'élève. Mais que faut-il décider en ce qui concerne les dommages éprouvés par l'élève ? L'instituteur, qui tient du père le droit et l'obligation de

1. 16 mars 1872. D. 1872. 2. 153.

surveiller son enfant, est obligé par la loi de dédommager les tiers auxquels ses élèves, par leurs fautes, ont causé un préjudice. Mais à côté de cette responsabilité, l'instituteur en est chargé d'une autre et celle-ci ne dérive plus de la loi, mais du contrat qui intervient entre lui et le père, au moment où ce dernier lui confie l'enfant. Cette convention est complexe et son objet doit être entendu d'après les habitudes et les circonstances. Elle comporte certaines obligations sous-entendues, entre autres, l'obligation de surveiller l'enfant et de lui donner des soins en cas de maladie. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris (1) déclara l'instituteur responsable, vis-à-vis du père, du fait de n'avoir pas donné des soins suffisants à son enfant malade. Sur quoi la Cour fait-elle reposer cette responsabilité ? Se place-t-elle sur le terrain de l'article 1382 ou bien déclare-t-elle l'instituteur responsable en vertu du contrat, qui est intervenu entre lui et le père ? La question présente un grand intérêt au point de vue pratique. Si l'on se plaçait sur le terrain de l'article 1382, le père devrait prouver qu'une faute est imputable à l'instituteur ; si, au contraire, l'on se plaçait sur le terrain contractuel, alors l'instituteur serait responsable de plein droit, sauf preuve à faire par lui que la cause du

1. 10 mai 1898. D. 900.2.405 et la note. — Bruxelles, 26 mai 1904. Pas. Belge, 1904.2.297.

dommage éprouvé par l'élève ne lui est pas imputable. Dans l'espèce citée, la Cour se plaça sur le terrain de l'article 1382 ; mais le système qui, dans ce cas, ferait reposer la responsabilité sur le contrat serait tout aussi juridique.

L'instituteur, dans le cas où un dommage est éprouvé par un de ses élèves, répond non seulement de sa faute personnelle, mais encore des fautes commises par ses domestiques et préposés et même de celles commises par un tiers quelconque (1). Dans ce dernier cas, seulement, la responsabilité n'a lieu que lorsqu'une faute personnelle est imputable à l'instituteur.

Jusqu'en 1899, il n'y avait pas à faire la distinction entre les membres de l'enseignement public et les membres de l'enseignement privé. La responsabilité était la même dans les deux cas ; mais elle parut lourde aux membres de l'enseignement public qui n'ont le choix ni de leurs élèves, ni de leur personnel. Aussi, la loi du 20 juillet 1899 a atténué la rigueur de l'article 1384, alinéa 4, en ce qui concerne les instituteurs publics (2).

Cette loi ajouta un nouvel alinéa à l'article 1384, ainsi conçu : « Toutefois, la responsabilité civile de

1. Cass., 23 février 1842. S. 43.1. 13.

2. Pour les motifs qui ont déterminé cette loi, voir A. Bourguignon. *De la responsabilité des instituteurs*.

l'Etat est substituée à celle de l'enseignement public. » L'économie donc de la loi est simple. La présomption de faute établie par l'article 1384, alinéa 4, est maintenue ; seulement, en cas de dommage causé par un élève, la responsabilité au lieu de peser sur l'instituteur public, pèsera désormais sur l'Etat lui-même. Le reste du système n'a pas été modifié. Par conséquent, l'Etat pourra invoquer pour s'exonérer les mêmes motifs que pouvait invoquer le maître avant la loi du 20 juillet 1899. En même temps, comme une sorte de garantie pour le public, la loi a conservé la compétence judiciaire (1).

Malgré cette loi, les instituteurs publics ne sont pas exempts de toute responsabilité, car ils pourront être actionnés en responsabilité sur le terrain de l'article 1382 toutes les fois qu'une faute personnelle leur sera imputable (2).

L'atténuation apportée par la loi du 20 juillet 1899

1. Voir les articles de M. Thomas dans la *Revue générale de Droit*, 1901, et aussi celui de M. Chaumat dans l'*Annuaire de législation française*, 1900. — Voir aussi Alger, 1^{er} décembre 1902. S., 1904. 2. 12.

2. Rapport de M. Thézard. D. 1899. 4. 86, note 1. — Voir cependant, la décision du tribunal de Moulins, 16 mars 1905 (*Le Droit* du 5 juillet 1905) qui a proclamé la responsabilité de l'Etat, quoiqu'il y a eu faute prouvée, sur le terrain de l'article 1382, contre l'instituteur. Mais cette décision interprète faussement la loi du 20 juillet 1899. — V. Cass., 11 août 1905. S. 1905. 1. 429.

à l'article 1384, en ce qui concerne les instituteurs publics, ne parut pas suffisante, puisque deux propositions furent présentées en 1905 à la Chambre des députés, tendant toutes les deux à restreindre encore la responsabilité des instituteurs (1). On veut, d'abord, substituer dans tous les cas la responsabilité de l'Etat à celle de l'instituteur, même dans les cas où on pourrait reprocher une faute personnelle à l'instituteur. En second lieu, on demande l'abrogation de la présomption de faute mise à la charge de l'instituteur public et privé par l'article 1384 ; la victime d'un dommage causé par un élève devra prouver, selon le droit commun, la faute de l'instituteur. Cette deuxième réforme part de l'idée que, dans la majorité des cas, les accidents causés par les élèves sont dus au fait qu'il est matériellement impossible au maître de surveiller tous ses élèves pendant les récréations. Une dernière réforme voudrait supprimer tout recours de l'Etat contre l'instituteur public.

1. Voir l'analyse de ces deux propositions faites par M. Lerebours-Pigeonnière dans la *Revue trimestrielle du Droit civil*, 1905, p. 946 et suiv.

CHAPITRE III

Charge de la preuve

Au point de vue de la charge de la preuve et des moyens d'exonération, la loi ne fait aucune distinction entre les père et mère, d'une part, les instituteurs et artisans, d'autre part. L'explication se trouve dans le fait que, dans un cas comme dans l'autre, le fondement de la responsabilité est une faute présumée.

I. — Quelle est la preuve à faire par la victime d'un dommage causé par un enfant mineur, lorsqu'elle poursuit les parents, l'instituteur ou l'artisan comme civilement responsables ? La preuve de la victime est double, elle doit prouver, d'abord, que le dommage est dû à la personne assujettie (enfant, élève ou apprenti), et elle doit prouver, ensuite, le lien de dépendance qui unit la personne assujettie à la personne civilement responsable.

Le premier élément de preuve consiste dans la détermination du rapport de cause à effet existant entre le fait de l'enfant, de l'élève ou de l'apprenti

et le dommage subi par la victime. Mais n'importe quel fait dommageable commis par la personne assujettie suffit-il pour engager la responsabilité de la personne civilement responsable ? Evidemment non ; la personne civilement responsable n'est tenue que des fautes commises par la personne assujettie. Mais, d'autre part, la faute suppose chez son auteur liberté et raison ; or, dans beaucoup de cas, cette condition fera défaut chez les enfants. Que faut-il décider ? Que le fait dommageable commis par l'enfant, l'élève ou l'apprenti, devra réunir toutes les conditions exigées pour qu'un fait constitue faute, excepté le discernement. Ceci est très logique. En effet, l'article 1310 du Code civil déclare les mineurs responsables de leurs fautes dès qu'ils ont l'âge de discernement ; par conséquent, lorsque la victime d'un dommage poursuivra un mineur qui a conscience de ses actes, comme auteur du dommage qu'elle a subi, elle devra prouver que toutes les conditions exigées par l'article 1382 du Code civil sont remplies. De même, lorsqu'à côté du mineur, la victime poursuivra une autre personne déclarée responsable par la loi des actes de l'enfant mineur, elle devra prouver que le mineur a commis un délit ou un quasi-délit (1). Le rapport de cause à effet,

1. Cass., 23 avril 1901. D. 1901. 1. 360. — V. aussi Bourges, 6 juin 1881. S. 1882. 2. 146.

exigé par l'article 1384 du Code civil, et de même nature que celui exigé par l'article 1382 du Code civil (1).

Le second élément de preuve imposé à la victime consiste dans la détermination de la nature du lien de dépendance, qui unit l'enfant à la personne civilement responsable.

La preuve de ce lien de dépendance est extrêmement simple pour les parents et pour le tuteur, la responsabilité dérivant de la qualité de ces personnes ; mais pour la responsabilité des instituteurs et artisans, des difficultés peuvent se présenter.

La responsabilité des instituteurs et artisans dépend des conditions de la surveillance, et la victime devra prouver que le lien de dépendance entre l'instituteur et l'élève existait au moment même où le fait dommageable a été commis.

On ne peut pas dire que pour appliquer l'article 1384, alinéa 4, il suffit que la victime prouve l'existence du caractère professionnel chez la personne civilement responsable, parce qu'en jurisprudence il y a des cas où on a admis la responsabilité de l'article 1384 sans que le caractère professionnel existât (2).

2. M. Martin à son cours.

1. Colmar, 30 juin 1830. S. 1830. 2. 234. — Agen, 16 mars 1872. D. 1872. 2. 153. — Dijon, 19 février 1875. D. 1876. 2. 270. — Cass., 22 juillet 1891. D. 1892. 1. 5.

Lorsqu'un enfant cause un dommage, deux responsabilités peuvent se produire : celle du père et celle de l'instituteur. Mais en jurisprudence, la victime ne peut pas les cumuler (1), les deux responsabilités reposant toutes deux sur une obligation de surveillance ; par conséquent, lorsque la surveillance du père existera, la surveillance de l'instituteur n'existera pas, et *vice versa*, lorsque la surveillance de l'instituteur existera, celle du père n'existera pas. Ainsi la jurisprudence décide que la responsabilité du père n'existe pas, lorsque son enfant commet un dommage pendant qu'il est sous la surveillance de l'instituteur, même si l'enfant ne passe que quelques heures sous cette surveillance (2). Au contraire, le père est déclaré responsable du délit ou quasi-délit commis par son enfant pendant le temps qu'un précepteur lui donnait des leçons dans la maison paternelle, parce que dans ce cas le père entend conserver toute son autorité sur l'enfant. On peut donc dire que le lien de dépendance entre l'élève et l'instituteur n'est suffisamment établi que lorsque la victime prouvera que le père a délégué l'instituteur dans l'exercice de

1. Besançon, 30 juillet 1884. S. 1885 2. 44. — Nancy, 26 mai 1888. S. 1891. 1. 49. — Pau, 2 juillet 1898. S. 1899. 2. 137. — Alger, 1^{er} décembre 1902. S. 1904. 2. 12.

2. Agen, 23 juin 1869. S. 1869. 2. 253. — Pau, 2 juillet 1898, précité. — *Contra* : Cass., 29 décembre 1831.

son obligation de surveillance (1). Pour l'application de l'article 1384, la victime devra prouver, par conséquent, deux éléments : d'abord, que la personne est légalement tenue d'une obligation de surveillance, ensuite que cette obligation, elle l'exerce en vertu de la convention intervenue avec le père. Si un de ces éléments manque, la responsabilité de l'article 1384 n'existera pas et c'est l'article 1382 qui sera appliqué.

Pour ces raisons, les décisions judiciaires (2), qui déclarent les directeurs des asiles d'aliénés responsables, en vertu de l'article 1384, alinéa 4, des dommages commis par leurs pensionnaires majeurs, sont critiquables. Dans ces cas, seuls les articles 1382, 1383 sont applicables ; et seulement pour les aliénés mineurs, confiés aux directeurs par les parents ou les tuteurs, la présomption de faute édictée par l'article 1384 devait recevoir application.

II. — Supposons que la victime a fait sa preuve : qu'elle a établi, d'abord, la relation de cause à effet entre le dommage subi et le fait illicite de l'enfant, ensuite, le lien de dépendance qui existe entre le mineur et la personne civilement responsable. Demandons-nous maintenant comment les père et mère, instituteurs et artisans peuvent s'exonérer.

1. M. Martin à son cours.

2. Agen, 16 mars 1872. D. 1872. 2. 153.

La responsabilité de ces personnes étant fondée sur une obligation de surveillance, elle cessera toutes les fois qu'elles prouveront que, malgré leur surveillance, ils n'ont pas pu empêcher l'enfant de causer le dommage (art. 1384, al. 5). Les parents, par conséquent, peuvent s'exonérer en prouvant qu'ils ont exécuté l'obligation de surveillance, dont ils sont tenus. La preuve de l'exécution de l'obligation de surveillance sera exigée dans la mesure raisonnable où elle peut être exigée. A l'impossible, nul n'est tenu (1).

D'abord, le père sera exempt de toute responsabilité, lorsqu'il prouvera qu'il a confié son enfant à une personne légalement responsable. Ainsi, dans le cas où l'enfant est confié à un instituteur ou artisan, la responsabilité du père ne se comprend pas (2). Mais lorsque l'enfant mineur est placé comme domestique ou préposé, qui est-ce qui répondra de ses fautes? Les maîtres et commettants répondront, certainement, de toutes les fautes que l'enfant commet dans l'exercice de ses fonc-

1. M. Martin à son cours.

2. Nancy, 26 mai 1888. — Cass., 13 janvier 1890. S. 91. 1. 49. — Et la jurisprudence n'admet pas que la responsabilité du père peut coexister avec celle de l'instituteur, même dans le cas où on pourrait reprocher au père d'avoir donné une mauvaise éducation à son enfant. — V. Besançon, 30 juillet 1884. S. 85. 2. 44. — Alger, 1^{er} décembre 1902. S. 1904. 2. 12.

tions (1) ; mais ne sont-ils responsables qu'à ce titre, ne sont-ils pas tenus d'une obligation de surveillance générale sur les actes du domestique ou préposé mineur, qu'on leur a confié, surtout quand ce domestique ou préposé prend ses repas et dort chez son maître ou commettant ? Pour être logique avec elle-même, la jurisprudence devait conclure qu'en ce cas la responsabilité du père n'existe pas et que la responsabilité du maître ou commettant seule est engagée ; cependant, les arrêts, dans les cas de ce genre, pour admettre la responsabilité du maître ou du commettant, se fondent tous sur la faute ou l'absence de faute du patron, au lieu d'affirmer d'une façon précise la délégation de la puissance paternelle (2).

Le père sera exempt encore de toute responsabilité lorsqu'il prouvera qu'il était dans l'impossibilité de surveiller son enfant, étant absent pour cause légitime. Ainsi lorsqu'il était malade au moment où le dommage a été commis par son fils (1), ou bien

1. Bordeaux, 19 août 1878. S. 1879. 2. 13. — Douai, 14 février 1894. S. 1894. 2. 161.

2. Douai, 14 février 1894. S. 1894. 2. 161. — Paris, 17 janvier 1895. Pand. Franç., 1895. 2. 352. — Toulouse, 4 juin 1903. Pand. Franç. 1905. 2. 137. — V. pourtant Montpellier, 12 février 1887. S. 1888. 2. 167. — Bruxelles, 29 novembre 1900. Pasic. belge, 1901. 2. 124.

3. Cass., 29 mars 1827. S. chir.

lorsqu'il était absent pour son travail (1), ou bien lorsque l'enfant se trouvait à la campagne chez des parents (2), le père ne sera pas responsable, parce qu'en réalité il s'est acquitté de son obligation de surveillance dans la mesure du possible. Cependant, la jurisprudence décide que le père est tenu, quoiqu'en fait il a exécuté son obligation de surveillance, toutes les fois qu'on peut lui reprocher une mauvaise éducation et que l'imprudence de l'enfant est la suite de cette mauvaise éducation (3). C'est, par conséquent, une extension de la responsabilité des parents ; — et, cette extension est raisonnable, quoique ne résultant pas des textes, parce qu'en matière de responsabilité de la faute d'autrui, il s'agit de savoir si on peut faire remonter jusqu'à la personne civilement responsable le rapport de cause à effet existant entre la personne assujettie et le fait dommageable ; or, en cas de mauvaise éducation, ce rapport de cause à effet remonte jusqu'aux parents (4).

Les instituteurs pourront s'exonérer de la même manière que les parents. Ils sont tenus d'une obli-

1. Douai, 7 nov. 1893. S. 1894. 2. 161. — Lyon, 16 janvier 1894. S. 1894. 2. 176.

2. Dijon, 19 février 1875. S. 1875. 2. 82.

3. Dijon, 19 février 1875. S. 1875. 2. 81. — Pau, 2 juillet 1898. S. 99. 2. 137. — Bordeaux, 23 janvier 1905. S. 1905. 2. 188.

4. M. Bartin à son cours.

gation de surveillance contemporaine au fait dommageable ; ils seront exempts de toute responsabilité, lorsqu'ils prouveront l'exécution de cette obligation (1). Mais leur exonération sera écartée lorsqu'on prouvera une faute antérieure de leur part (2).

1. Trib. de la Seine, 23 janvier 1892, et Paris, 31 mai 1892. S. 1899. 2. 137. — Châteauroux, 24 mai 1898. S. 1899. 2. 147. — Paris, 11 janvier 1906, dans *Le Droit* du 29 janvier 1906.

2. Limoges, 1^{er} mai 1895. S. 1899. 2. 137. — Cf. Perreau. Note sous Pau, 2 juillet 1898. S. 1899. 2. 137.

TITRE II

RESPONSABILITÉ DES MAÎTRES ET COMMETTANTS

CHAPITRE PREMIER

Le fondement de cette responsabilité

A côté des père et mère, instituteurs et artisans, la loi déclare les maîtres et commettants responsables des fautes commises par leurs domestiques et préposés. L'alinéa 3 de l'article 1384 qui vise cette responsabilité, est ainsi conçu : « (Sont responsables) les maîtres et commettants du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles il les ont employés ». Par conséquent, toutes les fois que le préposé ou le domestique, agissant dans la fonction à laquelle il a été préposé, cause, par sa faute, un dommage quelconque à un tiers, le commettant ou le maître est obligé de sup-

porter lui-même ce préjudice et doit dédommager la victime.

Une première différence est à relever entre cette responsabilité et celle des père et mère, instituteurs et artisans. Les maîtres et commettants ne sont tenus que des fautes commises par leurs domestiques et préposés dans l'exercice de leurs fonctions ; les père et mère, instituteurs et artisans, au contraire, répondent de tous les faits illicites et dommageables commis par les mineurs, tant qu'ils sont sous leur surveillance. A ce point de vue, par conséquent, la responsabilité des maîtres et commettants paraît plus restreinte que celle des parents.

Une deuxième différence doit être encore signalée, parce qu'elle prend de l'importance dans le fondement de la responsabilité. Tandis que les père et mère, instituteurs et artisans peuvent échapper à la responsabilité en prouvant que, malgré leur stricte surveillance, ils n'ont pas pu empêcher le fait de se produire, les maîtres et commettants, au contraire, ne peuvent pas s'exonérer. Ceci résulte, d'une manière certaine, des travaux préparatoires et de la rédaction même de l'article 1384. Par conséquent, lorsque la victime prouve que le dommage qu'elle a subi est la suite d'une *faute* commise par le domestique ou le préposé dans l'exercice de ses fonctions, le maître ou le commettant ne pourra rien objecter et les tribunaux devront nécessairement le condam-

ner. Pour les parents, instituteurs et artisans, la condamnation est possible, pour les maîtres et commettants elle est nécessaire. A ce second point de vue, cette responsabilité est beaucoup plus large que la responsabilité des parents.

Entre ces deux responsabilités il y a des différences, par conséquent, quant aux conditions d'existence de la responsabilité et quant au mécanisme de la preuve. Y a-t-il différence quant au fondement de la responsabilité ?

Il n'est pas facile d'indiquer le principe ou les principes sur lesquels repose cette responsabilité. Généralement, on voit à sa base une présomption de faute. Il nous semble, cependant, que l'idée de faute ne suffit pas à elle seule à justifier la responsabilité des maîtres et commettants.

Certains auteurs (1) ont soutenu que la responsabilité édictée par l'article 1384, alinéa 4, repose sur l'idée que les domestiques et préposés sont librement choisis et que, par conséquent, les maîtres et commettants, avant de les engager et de les mettre en contact avec le public, sont tenus de s'assurer

1. Demolombe. *Cours du Code Napoléon*, t. XXXI, n° 610, p. 530. — Colmet de Santerre. *Cours analytique de Code civil*, t. V, n° 365, p. 684. — Laurent. *Principes de droit civil*, t. XX, n° 571, p. 607. — Huc. *Commentaire du Code civil*, t. VIII, n° 444. — Baudry-Lacantinerie et Barde. *Obligations*, t. III, 2^e partie ; n° 2911, p. 1138.

qu'ils sont capables de bien remplir leurs fonctions. Les maîtres et commettants sont tenus d'une obligation de faire un bon choix, et la responsabilité n'est que la sanction de cette obligation. Dans ce système, la faute commise par le domestique ou le préposé est nécessairement la conséquence du mauvais choix fait par le maître ou le commettant, et la condamnation à réparer le préjudice subi par les tiers doit être aussi nécessaire. Cette raison, par conséquent, suffit à elle seule à justifier la responsabilité et on n'admet pas qu'elle ait pour cause un défaut de surveillance (1).

Cette manière de justifier la responsabilité édictée contre les maîtres et commettants a été vivement combattue. On a fait, fort justement, remarquer que dans la plupart des cas, ou bien le choix est impossible en fait, ou bien que ce choix a été exercé d'une façon irréprochable. De plus, à l'ouvrier le plus habile il peut arriver de commettre une négligence, et on ne voit pas comment on pourrait prétendre qu'en le choisissant le patron a commis une faute. « Il y a si peu de chance, dans la plupart des cas tout au

1. On cite à l'appui de ce système le passage suivant du discours de Bertrand de Greuille, rapporteur au Tribunal : « Et serait-il juste que des tiers demeurent victimes de cette confiance inconsidérée, qui est la première, la véritable source du dommage qu'ils éprouvent ? » (Fenet, XIII, p. 376.)

moins, pour que la survenance d'une imprudence de la part du préposé prouve le mauvais choix du maître qu'il est vraiment impossible d'imputer à la loi cette nouvelle fiction et cette absurde présomption de faute » (1).

Aussi, la grande majorité de la doctrine (2) moderne, ainsi que la jurisprudence (3), ne se contente plus de l'idée d'une faute dans le choix, pour la justification de la responsabilité des maîtres et commettants. Le choix à lui seul et insuffisant pour justifier cette responsabilité ; c'est la surveillance qui doit être exercée sur les domestiques et préposés,

1. R. Saleilles. *Les accidents de travail et la responsabilité civile*, p. 32.

2. Sourdat. *Traité de la responsabilité*, t. II, n° 884. — Aubry et Rau. *Cours de Droit civil français*, t. IV, § 447, p. 761. — Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, sur l'article 1384, n° 8. — Fromageot. *De la faute comme source de la responsabilité*. — Willems. « Essai sur la responsabilité. » *Revue générale de Droit*, 1896. — R. Beudant et H. Capitant, « Théorie générale de responsabilité. » *Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, t. XVIII, p. 620. — M. Sainctelette (*Responsabilité et garantie*, p. 128) fait reposer la responsabilité des maîtres et commettants sur l'obligation de surveillance à l'exclusion de toute obligation de bon choix. « Ce n'est pas à cause du choix, c'est à cause d'une direction défectueuse où d'une surveillance imparfaite, que le patron est vis-à-vis des tiers responsable du fait de l'ouvrier au cours de l'ouvrage et à raison de l'ouvrage. »

3. Douai, 25 juin 1841. S. 1842.2.49. — Cass., 25 octobre 1886. S. 1887.1.457 et la note.

qui constitue le principal fondement de la responsabilité édictée par l'article 1384, alinéa 4. En même temps que de la *culpa in eligendo*, le maître et le commettant sont tenus de la *culpa in vigilando*. Et ils ne pourront jamais échapper à cette responsabilité, parce que dans le cas où ils auront bien surveillé leurs domestiques et préposés, la faute de ceux-ci leur est imputable à cause de la faute qu'ils ont commise en les choisissant. D'après ce système, nous sommes en présence d'une alternative : le maître ou le commettant est tenu, en tout cas, de réparer le préjudice causé aux tiers, car s'il a exécuté l'obligation de surveillance, la loi le présumerait avoir mal choisi son personnel et, au contraire, si malgré son très bon choix, le domestique ou le préposé commet une faute, c'est que, certainement, le maître ou le commettant a manqué à son devoir de surveillance.

Cette manière de justifier la responsabilité des maîtres et commettants est certainement défectueuse. Dans certains cas, une faute dans le choix ou dans la surveillance peut être reprochée au maître ou au commettant ; mais dans beaucoup d'autres cas, aucune faute, ni en ce qui concerne le choix, ni en ce qui concerne la surveillance ne peut être relevée à l'encontre du maître ou du commettant, et pourtant ils seront responsables de toutes les fautes commises par leurs domestiques ou préposés dans l'exercice des fonctions. Dans ces cas, par consé-

quent, nous nous trouvons bien en présence d'une exception au principe fondamental : il n'y a pas de responsabilité sans faute.

En second lieu, comment expliquer cette présomption irréfragable ? La responsabilité des père et mère, instituteurs et artisans est fondée elle aussi sur une obligation de surveillance, pourtant la loi leur réserve le droit de prouver que, malgré l'exécution de leur obligation, ils n'ont pas pu empêcher le fait dommageable. C'est, répond-on, parce que les maîtres et commettants à côté de l'obligation de surveillance sont tenus d'une obligation de bien choisir leur personnel. Cependant, il y a des cas où la jurisprudence admet la responsabilité du commettant, sans que ce soit lui qui ait choisi le préposé. Ainsi de nombreux arrêts (1) déclarent le patron momentanément responsable des fautes commises par le préposé dans l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas il n'y a pas eu choix et la jurisprudence fait reposer cette responsabilité sur le fait qu'au moment de l'accident, c'était le patron momentanément qui avait le droit de surveiller et de diriger le travail du préposé. Malgré cela, ici encore le patron est responsable de plein droit et ne peut pas s'exonérer en prouvant qu'il a exécuté son obligation

1. Cass., 21 juillet 1898. S. 1900, t. 56. — Cass., 30 octobre 1902. S. 1902. 1.544. — Cass., 26 janvier 1901. S. 1903. 1. 104.

de surveillance. M. Salcilles (1) donne, en outre, l'exemple de l'apprenti. Le patron a le choix et il y a faute de sa part, lorsqu'il garde un apprenti maladroït et négligent ; pourtant lui, il a le droit de s'exonérer en prouvant son absence de faute, tandis que la loi n'accorde pas une pareille preuve au maître et au commettant.

Il résulte donc incontestablement que ni l'obligation de bien choisir son personnel ni l'obligation de surveillance ni toutes les deux ensemble ne suffisent à justifier la responsabilité des maîtres et commettants ; et si les maîtres et commettants sont responsables dans tous les cas, c'est que la loi veut qu'ils répondent même lorsqu'ils ne sont pas en faute (2).

1. *Les Accidents de Travail et la Responsabilité civile*. p. 33.

2. Le Code civil allemand a admis un système différent. D'après l'article 831, les maîtres et commettants sont responsables du préjudice causé injustement par leurs domestiques et préposés et ils sont même présumés en faute, mais on leur accorde le droit de s'exonérer, en prouvant que malgré leur bon choix et leur surveillance ils n'ont pas pu empêcher le fait dommageable. Le premier projet avait admis la théorie romaniste de la faute : le commettant ne répondait des fautes du préposé que seulement dans le cas où la victime prouvait une faute personnelle du commettant : mauvais choix ou défaut de surveillance. Devant la deuxième commission, on a soutenu la responsabilité de plein droit, ne dépendant d'aucune faute personnelle. Finalement, on s'est arrêté au système mixte de l'article 831, qui est le système admis par le Code français en

Mais si ce n'est pas sur une idée de faute, sur quoi repose-t-elle cette responsabilité ? On a soutenu que sa justification se trouve dans l'idée du *risque créé* (1). Le maître ou le commettant, par le seul fait d'avoir choisi et accepté un domestique ou un préposé, a assumé tous les risques. « Il s'agit, dit M. Saleilles (2), de quelqu'un qui agit pour lui, qui travaille pour lui, dont il utilise l'activité à son service ; il prend donc pour lui et à son compte tous les résultats de son activité, ce qu'il produira de bon,

ce qui concerne les père et mère, instituteurs et artisans. V. Saleilles. *Théorie de l'Obligation*, n° 304 et la traduction annotée du Code civil allemand, t. II, p. 398 ; E. Feder, *loc. cit.*, p. 89.

1. Saleilles. *Les Accidents de travail*, p. 32 ; — Planiol, *Traité élémentaire*, II, p. 301. — V. aussi Laurent, *Principes de Droit civil*, tome 20, p. 607. — Rolin. « De la Responsabilité sans faute » (*Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1906, p. 87-88). Cf. Saleilles. *Théorie de l'Obligation*, 2^e éd., 1901, p. 415, n. 2. — M. Planiol, cependant, fait la distinction entre la responsabilité des maîtres d'une part et celle des commettants d'autre part. Pour les premiers, il trouve la responsabilité injuste, pour les seconds, industriels et commerçants, il l'explique par l'idée d'entreprise, de la même façon que le risque des accidents de travail.

2. *Accidents de travail*, p. 32, 33. — M. Saleilles, à l'appui de son système, invoque la phrase suivante du rapport de Bertrand de Greuille : « N'est-ce pas en effet le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer ? » Mais cette proposition perd la signification qu'on veut lui attribuer si on lit la phrase tout entière.

comme ce qu'il produira de mal. Rien de plus juste que s'il cause un dommage, ce dommage soit à la charge du maître, puisque c'est lui qui par le service qu'il a imposé a été la cause occasionnelle du fait dommageable. » Si les maîtres et commettants sont tenus d'un risque, rien de plus logique que la loi leur a interdit de s'exonérer.

L'idée de risque cependant ne peut pas être acceptée comme base de la responsabilité des maîtres et commettants. D'abord elle est, incontestablement, étrangère aux rédacteurs du Code. En dehors de cela, elle n'a jamais été sanctionnée par la jurisprudence ni comme formule ni dans ses conséquences. En effet, la jurisprudence décide que les maîtres et commettants sont exempts de responsabilité, lorsque les circonstances de fait permettent de constater qu'il y a faute de la part de la victime (1) ou bien cas fortuit (2). Or, dans un système de responsabilité fondé sur le risque, on ne devrait tenir compte ni des cas fortuits, ni des cas où il y a faute commune ou faute de la victime et les maîtres et commettants devraient être condamnés dans tous les cas (3).

1. Cass., 16 avril 1896. S. 1898. 1. 36. — Paris, 5 août 1897. S. 1898. 2. 39.

2. Trib. de la Seine, 6 avril 1894 dans le *Droit* du 26 mai. Trib. de la Seine, 10 novembre 1893. *Gaz. du Pal.*, 1894.

1. 100.

3. M. Bartin à son cours.

En second lieu, l'idée de risque comme fondement de cette responsabilité nous paraît inconciliable avec l'action récursoire que la jurisprudence reconnaît au maître et au commettant contre le domestique ou le préposé. Dans le système de la loi et de la jurisprudence, le commettant ne supporte le dommage causé par la faute du préposé que provisoirement, et, c'est le préposé qui, dans la plupart des cas, le supporte définitivement. Or, dans un système qui consiste surtout à dire que le patron est responsable, parce que c'est lui qui a les profits et parce que « c'est lui qui par le service qu'il a imposé a été la cause occasionnelle du fait dommageable », je ne vois pas comment on pourrait justifier l'action récursoire du patron.

L'idée de faute, à elle seule, ne suffit pas à justifier la responsabilité du fait d'autrui dans ce cas, — l'idée du risque créé n'est pas, non plus, le fondement de cette responsabilité, — telle est la conclusion de cette argumentation.

Nous estimons que le fondement de la responsabilité des maîtres et commettants se trouve dans une prescription légale, qui ordonne au juge de condamner le maître ou le commettant toutes les fois qu'un préjudice arrive aux tiers, par la faute de son domestique ou de son préposé. La loi a été amenée à édicter cette responsabilité, non pas parce que dans tous les cas une faute pourrait être reprochée à la

personne civilement responsable, mais parce qu'elle a trouvé juste d'obliger les patrons de garantir les tiers contre les dommages qui peuvent leur être causés par les employés dans l'exercice des fonctions auxquelles ils ont été préposés. La base de la responsabilité édictée par l'article 1384, alinéa 4, n'est pas unique, elle est multiple.

Lorsqu'un dommage est arrivé à un tiers par la faute d'un préposé, c'est le commettant qui apparaît comme seul propre à porter la charge du dommage, au moins provisoirement.

D'abord, le patron est tenu d'une obligation de surveillance, qu'il doit et peut exécuter fort utilement, surtout aujourd'hui, quand le travail est organisé. Grâce au salaire qu'il offre à ses employés, grâce aussi à la manière dont il les traite, et grâce enfin aux heures de travail humainement réglées, il peut s'entourer d'un personnel sûr et peut exercer sur lui une grande influence. Le commettant a une autorité suffisante sur son personnel pour que dans beaucoup de cas les faits illicites et dommageables commis par celui-ci puissent être reprochés à celui-là.

Mais, même en admettant qu'aucun reproche ne puisse être adressé au commettant, c'est encore lui qui apparaît comme propre à supporter le dommage, car si dans beaucoup de cas il peut être innocent, la victime l'est dans tous les cas. C'est entre

ces deux innocents que le législateur devait choisir et il ne pouvait hésiter. On ne peut, dans aucun cas, laisser la victime supporter un dommage, qui n'est nullement son fait. Or obliger la victime de poursuivre le domestique ou le préposé, c'est l'obliger dans beaucoup des cas de supporter le dommage ou une partie du dommage, car, généralement, la situation matérielle des domestiques et préposés ne leur permet pas de satisfaire la victime. Au contraire, comme, d'une part, le fait illicite et dommageable, la domestique ou le préposé l'a commis à l'occasion du service du maître ; comme, d'autre part, le maître profite du gain, que le travail de ses employés lui fait réaliser, il est juste qu'il supporte aussi, au moins provisoirement, les pertes, qui peuvent lui arriver par les fautes de ses préposés. Cependant, s'il est juste que le patron supporte le préjudice provisoirement, il serait injuste de le lui faire supporter définitivement. Les préposés sont des êtres doués d'intelligence et de volonté, qui ne doivent pas se servir de la situation que leur procure le patron, ni au préjudice des tiers, ni au préjudice du patron lui-même. Ce sont eux, par conséquent, qui doivent supporter la charge définitive du dommage. Seulement, la poursuite contre le domestique ou le préposé est, généralement, beaucoup plus à la portée du maître ou du commettant que des tiers, parce qu'eux connaissent de plus près la situation

matérielle de leurs auxiliaires et ont beaucoup plus de chances que les tiers à retrouver leur argent.

Telles sont les raisons sur lesquelles, à notre avis, la loi fonde la responsabilité des maîtres et commettants. Le principe de la faute y est pour quelque chose, la situation économique des intéressés y est pour beaucoup (1).

1. Saleilles. *Théorie de l'obligation*, 2^e éd., 1901, n° 304.

CHAPITRE II

Détermination des personnes responsables

Pour que l'article 1384 soit applicable, il faut que l'auteur du dommage soit vraiment le domestique ou le préposé de la personne qu'il s'agit de déclarer civilement responsable.

La qualité de maître et de domestique peut être facilement déterminée ; au contraire, pour les commettants et préposés, des difficultés se présentent dans la pratique

Le préposé se trouve, vis-à-vis du commettant, dans un lieu de dépendance qui résulte d'un contrat. Ce contrat ressemble au louage de service et au louage d'ouvrage par la nature des services et il ressemble au mandat par le caractère représentatif appartenant au préposé. Cependant le préposé se distingue nettement du mandataire. Le mandataire a des fonctions particulières et spéciales, c'est un représentant pour les actes juridiques ; le préposé a des fonctions générales, il est chargé le plus souvent des actes d'exécution matérielle.

Pour qu'un individu soit considéré comme préposé, dans le sens de l'article 1384, il faut deux conditions : a) il faut que le commettant l'ait choisi librement et b) il faut que le commettant se soit réservé le droit de lui donner des ordres et des instructions (1).

La qualité de préposé implique donc, en premier lieu, libre choix de la part du commettant. C'est ainsi que la jurisprudence déclare irresponsable l'assistance publique, lorsqu'elle est actionnée dans les termes de l'article 1384 comme civilement responsable des fautes commises par les médecins et chirurgiens. En effet, on ne peut pas considérer les médecins comme préposés, parce qu'ils ne sont pas librement choisis par l'assistance publique, le concours excluant tout choix (2).

1. Cass., 25 octobre 1886 (motifs). S. 1887. 1.457. — Cass., 5 janvier 1891, S. 1892. 1.247. — Cass. 30 octobre 1902. S. 1902. 1.544.

2. Tribunal civil de la Seine, 6 juillet 1906. Pand. franc., 1906. 2. 346. — Paris, 8 mars 1905. *Gaz. trib.*, 7 avril 1905. — Trib. de la Seine, 15 décembre 1900. *Gaz. trib.*, 10 janvier 1901. — Turin, 21 décembre 1897. D. 1900. 2. 475. — Poitiers, 26 décembre 1892. D. 1893. 2. 349. Lorsque l'hospice nomme lui-même les médecins, alors ceux-ci doivent être considérés comme les préposés de l'administration. Mais ici une distinction s'impose : si le médecin commet une faute dans l'exercice de son art, l'administration n'en répond pas ; si, au contraire, il commet une faute grossière dont une surveillance plus vigilante aurait évité les conséquences préjudiciables, l'ad-

De même, les chefs de service qui obtiennent un congé, ne peuvent pas être déclarés responsables en vertu de l'article 1384 des fautes commises en leur absence par ceux qui les remplacent, parce qu'ils n'ont pas le libre choix des remplaçants, qui sont nommés par l'administration (1).

La deuxième condition exigée pour la naissance de la responsabilité du maître et du commettant est la possibilité de donner des ordres et des instructions. Cette possibilité de donner des ordres doit résulter de circonstances de fait, car seulement alors on pourra faire remonter jusqu'au maître ou commettant la relation de cause à effet existant entre la faute du domestique et le dommage arrivé à la victime. Il faut que la faute du préposé soit imputable au commettant, mais cette imputabilité ne doit pas aller jusqu'à la participation, même indirecte. Par conséquent, le commettant doit avoir une certaine autorité sur le préposé, « autorité qui soit assez directe pour impliquer imputabilité, mais non assez précise pour impliquer participation » (2).

ministration en est responsable. — V. Dijon, 18 mars 1903. S. 1906, 2. 17 et la note de M. Perreau. — Lyon, 17 juin 1896. D. 1898. 2. 164. *Contra* : Grenoble, 29 octobre 1901. D. 1904. 2. 300.

1. Caen, 11 janvier 1897. S. 1898. 2. 16. — V. aussi, Cass., 25 octobre 1886. S. 1887. 1. 457. — Marseille, 18 mai 1870. D. 1872. 2. 131.

2. M. Bartin à son cours.

C'est ainsi que la jurisprudence décide que la responsabilité s'applique, en cas d'accident survenu par la faute d'un préposé, non pas au patron habituel, mais au patron momentané, qui avait une autorité exclusive sur le préposé au moment de l'accident (1).

De même le fermier et le locataire ne sont pas les préposés du propriétaire de l'immeuble, parce que le contrat de louage des choses n'implique aucune subordination du locataire vis-à-vis du bailleur. Mais, au contraire, si par le contrat le bailleur s'était réservé le droit de donner des ordres au preneur, alors le locataire apparaîtrait comme le préposé du propriétaire (2).

Ainsi encore, l'armateur, qui loue à une compagnie un navire avec son équipage, n'est pas responsable des fautes que le capitaine peut commettre si, durant la location, l'équipage est placé sous l'autorité de la

1. Cass., 1^{er} juin 1874. S. 1874. I. 884. — Cass., 21 juillet 1898. S. 1900. I. 56. — Cass., 26 janvier 1901. S. 1903. I. 104. — Cass., 30 octobre 1902. S. 1902. I. 544. — V. aussi Cass., 3 avril 1908. *Gaz. Pal.*, 8 mai 1908.

2. Cass., 11 août 1855. S. 1855. I. 710. — Toulouse 5 avril 1865. S. 1865. 2. 205. — Bordeaux, 10 mars 1874. I. 252. (Dans cette espèce le propriétaire de la ferme s'était réservé le droit de donner des ordres à son métayer en ce qui concerne le bétail.) — Bourges, 7 décembre 1885. S. 1886. 2. 107. — Cass., 5 janvier 1891. S. 1892. I. 246. — Cass., 19 janvier 1898. S. 1898. I. 264.

compagnie (1). Et, en se fondant sur le fait que le capitaine, dans l'exercice de son commandement, échappe à toute surveillance et contrôle, une jurisprudence constante admet, dans ce cas, la possibilité pour l'armateur de s'exonérer par convention des fautes de son capitaine (2).

On décide également — et sur ce point tout le monde est d'accord aujourd'hui — que l'ouvrier et l'entrepreneur qui travaillent sous leur propre responsabilité ne sont pas les préposés de ceux qui les emploient, parce que le lien de dépendance, nécessaire pour la naissance de la responsabilité, n'existe pas entre eux. C'est par conséquent l'entrepreneur et non pas le propriétaire qui sera responsable des fautes des ouvriers (3). Mais, au contraire, si la personne qui traite avec un ouvrier ou avec un entrepreneur pour

1. Cass., 5 janvier 1891. S. 1892. I. 247. — Cass., 28 février 1894. S. 1894. I. 271.

2. Cass., 14 mars 1877. S. 1879. I. 423. — Cass., 2 avril 1878. I. 292. — Cass., 31 juillet 1888. S. 1888. I. 465 et la note de M. Lyon-Caen. — Cass., 2 juillet 1889. S. 1890. I. 17. — Cass., 25 octobre 1899. S. 1899. I. 496. — Cass., 31 décembre 1900. S. 1901. I. 401 et la note de M. Perreau. — Cass., 6 août 1901. S. 1901. I. 482 et la note de M. Chavegrin.

3. Aubry et Rau, IV, § 447. — Planiol. *Traité élémentaire*, II, n° 681. — Huc, VIII, n° 445. — Paris, 15 avril 1847. S. 1847. 2. 283. — Cass., 4 février 1880. S. 1880. I. 463. — Lyon, 3 février 1897. S. 1897. 2. 301. — Cass., 4 juillet 1899. D. 1900. I. 436. — Nancy 10 novembre 1900. D. 1901. 2. 417. — V. *contra* : Laurent, XX, n° 578 et Larombière, V, sur l'article 1384, n° 10.

un travail quelconque se réserve, par contrat, le droit de diriger et de surveiller le travail, elle sera considérée alors comme commettant et en vertu de l'article 1384 sera déclarée responsable de tous les dommages causés injustement aux tiers par l'entrepreneur ou par ses ouvriers (1).

La même question se pose dans les exploitations de bois et on décide que l'acquéreur d'une coupe de bois, qui a traité à forfait avec un entrepreneur pour la transformation de son bois en charbons ou en goudron, sans se réserver ni la direction du travail, ni la surveillance du chantier, n'est point responsable envers les tiers de l'incendie communiqué à leurs bois par la faute d'un ouvrier (2).

Dans toutes ces hypothèses, par conséquent, tout se ramène à la question de savoir si la personne, qu'ils s'agit de rendre civilement responsable, a donné ou a pu donner des ordres à la personne qui a commis le fait illicite et dommageable. La responsabilité du commettant pour les faits du préposé ne suppose pas nécessairement un véritable contrat, mais seule-

1. Aubry et Rau, IV, § 447. — Chambéry, 23 décembre 1878. S. 1879. 2. 173. — Cass., 14 mars 1879. D. 1880. 1. 43. — Douai, 6 mars 1883. D. 1885. 2. 135. — Cass., 15 janvier 1889. S. 1889. 1. 74.

2. Pau, 12 juin 1893 et 27 novembre 1895. S. 1897. 2. 14. — Pau, 1^{er} juin 1896. S. 1897. 2. 308. — Pau, 19 février 1901. S. 1901. 2. 161.

ment une personne sous les ordres d'une autre (1).

Le lien de dépendance entre le commettant et le préposé est donc suffisamment établi, lorsque les deux conditions, libre choix et possibilité de donner des ordres, sont remplies. Ainsi, doivent être considérés comme préposés : les employés et commis d'un commerçant, les ouvriers, les concierges (2), les clercs d'un officier ministériel, les gérants de journaux (3), etc.

Les personnes morales répondent des fautes de leurs domestiques et préposés comme les personnes physiques. Mais on ne doit pas confondre les préposés avec les représentants de la personne morale. Pour les fautes commises par ses représentants, la personne civile répond en vertu de l'article 1382 et non pas en vertu de l'article 1384 (4) ; au contraire pour les fautes de ses domestiques et préposés, elle répond en vertu de l'article 1384 (5).

L'Etat peut-il être considéré comme commettant

1. Rouen, 18 novembre 1905. *Gaz. Trib.*, 16 décembre. — Cass., 6 août 1907. *Gaz. Trib.* du 20-21 octobre.

2. Paris, 20 juillet 1889. D. 1890. 2. 112. — Trib. civil de la Seine, 21 mars 1896. D. 1896. 2. 224. — Paris, 29 mai 1906 *Gaz. Pal.*, 15 décembre. — V. aussi Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Contrat de louage*, t. I, nos 558 et suiv., p. 334.

3. Grenoble, 16 février 1893. D. 1893. 2. 225.

4. En ce qui concerne l'intérêt pratique de cette distinction, voir Michoud, *Responsabilité de l'Etat*, p. 24.

5. Cass., 21 décembre 1898. S. 1902. 1. 67.

et comme tel déclaré responsable des fautes de ses agents ? Dans un premier système, qu'avait adopté d'abord la Cour de cassation, on décidait que la responsabilité de l'Etat à raison des faits dommageables commis par ses agents était la responsabilité de droit commun, des articles 1382, 1384 (1). Dans un second système, adopté par le Conseil d'Etat et le Tribunal des conflits, on se prononce pour la compétence administrative et on fonde la responsabilité de l'Etat sur l'idée d'équité, en repoussant toute application des articles 1382, 1384, sauf en ce qui concerne la gestion du domaine privé, dans quel cas l'Etat est considéré comme personne civile régie par le droit commun (2). Finalement la Cour de cassation s'est ralliée, elle aussi, à cette doctrine (3).

Mais ce système n'est pas adopté pour les départements et communes qui sont déclarés responsables en vertu des articles 1382-1384 (4). Ainsi, la

1. Cass., 1^{er} avril 1845. I. 363.

2. Trib. des conflits, 10 mai 1890. S. 1892. 3. 105 et 29 novembre 1890. S. 1892. 3. 147. — Cons. d'Etat, 13 janvier 1899. S. 1903. 3. 1 et la note de M. Hauriou. — V. Michoud. *Responsabilité de l'Etat*, p. 36.

3. Cass., 17 mars 1884. S. 1884. I. 224. — Cass., 26 décembre 1899. S. 1900. I. 504 et les renvois.

4. Cass., 17 décembre 1895. S. 1897. I 492. — Cass., 23 juin 1897. S. 1898. I 230. — Cass., 11 janvier 1898. S. 1902. I. 38. — Trib. des conflits, 7 juin 1902. D. 1903. 3. 51. V. aussi la note de M. Sarrut dans D. 1904. I. 265.

jurisprudence reconnaît la responsabilité des communes pour les actes des agents de police, qui sont choisis et commandés par l'autorité communale (1). Mais il y a désaccord sur le point de savoir si des pompiers peuvent être considérés comme préposés d'une commune, quand il s'agit des fautes commises dans la direction de manœuvres contre un incendie (2).

Dans quels cas les maîtres et commettants sont-ils responsables des fautes de leurs domestiques et préposés ? — A la différence des père et mère, instituteurs et artisans, qui peuvent être déclarés responsables de tous les faits illicites et dommageables commis par les mineurs, l'article 1384, alinéa 3 ne déclare responsables les maîtres et commettants que des fautes commises par les domestiques et préposés dans l'exercice des fonctions (3). Par conséquent, les maîtres et commettants sont exempts de toute responsabilité, lorsque les délits ou quasi-délits, commis par leurs domestiques ou préposés, ne se rattachent pas à leurs fonctions (4).

1. Cass., 2 mai 1906, Pand. franç., 1906.1.1904.

2. Bordeaux, 26 mars 1906, *La Loi* du 24 juillet. — Trib. de Chartres, 2 mai 1907. *Gaz. Pal.*, du 16 mai. — V. aussi la note de M. Appert dans S. 1908.2.17.

3. Lyon, 21 novembre 1864. S. 1866.2.361. — Lyon, 1^{er} juillet 1872. S. 1873.2.42. — Rouen, 1^{er} mars 1893. S. 1893.2.215. — Paris, 16 juin 1896. S. 1896.2.208.

4. Paris, 15 décembre 1898, *Gaz. Trib.*, 1899.1.408. — Caen, 8 juin 1902, *La Loi*, du 15 avril.

Cette condition exigée par la loi pour la naissance de la responsabilité des maîtres et commettants est très logique. Les domestiques et préposés ne peuvent pas être assimilés aux mineurs et ils ne peuvent non plus être assimilés aux choses. Ce sont des gens doués d'intelligence et de volonté et capables, par conséquent, d'initiative personnelle. Ils doivent répondre de leurs fautes comme toutes les autres personnes. Seulement, les domestiques et préposés, pour le service qu'ils se sont engagés à effectuer, doivent obéir aux ordres reçus de leurs maîtres et commettants et, par conséquent, ils doivent abdiquer à une partie de leur volonté pour se conformer aux instructions ordonnées. Vis-à-vis des tiers, le préposé, tant qu'il ne dépasse pas le mandat reçu, apparaît comme l'instrument du patron. Il est donc très raisonnable que, pour les fautes qu'il peut commettre dans le service, la responsabilité tombe sur le maître ou commettant, au moins provisoirement. Au contraire, pour les fautes qui ne se rattachent pas à la fonction du domestique ou du préposé, la responsabilité du maître ou du commettant ne se conçoit pas.

Sur ce point, cependant, il faut tenir compte d'une jurisprudence qui se développe de plus en plus et qui a élargi considérablement le domaine de la responsabilité des maîtres et commettants. Elle déclare les maîtres et commettants responsables des fautes

de leurs domestiques et préposés, non seulement lorsque ceux-ci ont agi dans l'exercice de leurs fonctions, mais même lorsqu'ils ont *abusé* des fonctions qu'on leur a confiées. Par conséquent, le commettant est responsable même des actes qui n'ont pas été ordonnés par lui et même des actes que le préposé commet contrairement à ses ordres formels, si ces actes se rattachent, par un lien quelconque, à la fonction qu'il a assignée à son préposé (1),

La distinction, entre le cas d'abus de fonctions et le cas où le fait dommageable s'est produit en dehors des fonctions, est, dans beaucoup de cas, très difficile à faire. Il s'agit de savoir si tel acte se rattache par un lien quelconque à la fonction du préposé ; mais un critérium est difficile à trouver, car tout dépend des circonstances de fait.

Généralement, les commettants seront déclarés responsables, toutes les fois que des signes matériels

1. Cass., 5 novembre 1855. S. 1857. 1. 375. — Paris, 19 mai 1874. S. 1876. 2. 27. — Cass., 3 mars 1884. S. 1885. 1. 21. — Douai, 14 février 1894. S. 1894. 2. 161. — Amiens, 13 juillet, 1895. S. 1897. 9. 67. — Paris, 19 décembre 1896. D. 1896. 2. 172. — Montpellier, 17 janvier 1898. S. 1898, 2. 230. — Cass., 21 décembre 1898. S. 1902. 1. 67. — Cass., 12 décembre 1903. S. 1906. 1. 150. — Cass., 23 mars 1907. *Gaz. trib.* 20 avril 1907. — Cass., 23 octobre 1905. S. 1907. 1. 189. — Cass., 22 mars 1907. S. 1907. 1. 173. — Poitiers, 26 novembre 1906. *Gaz. trib.*, 5 janvier 1907. — Gand, 29 janvier 1907. *Pas. belge*, 1907. 2. 258. — Gand, 17 juillet 1907. *Pas.*, 1907. 2. 327.

et extérieurs seront de nature à faire croire aux tiers que le préposé agissait dans les fonctions qu'on lui avait assignées (1). Ainsi, supposons le cas suivant : un conducteur d'automobile sort avec la voiture, malgré l'ordre formel du maître, ayant avec lui un autre chauffeur ; un accident survient et le dernier est blessé (2). Dans ce cas, le maître ne sera pas déclaré responsable, et le domestique sera considéré comme ayant agi en dehors de ses fonctions, parce que le tiers, auquel l'accident est survenu, savait très bien que le chauffeur excédait ses pouvoirs et agissait en dehors des ordres qu'il avait reçus. Mais, au contraire, supposons le cas où un chauffeur blesse une personne quelconque dans la rue, pendant qu'il faisait une promenade d'agrément, contrairement aux ordres reçus (3). Dans ce cas le maître sera déclaré responsable et il y aura, abus de fonctions de la part du domestique, parce que les apparences sont de nature à faire croire aux tiers que le chauffeur était dans l'exercice de ses fonctions.

Il est donc logique de dire *qu'il y a exercice abusif de fonctions* chaque fois qu'on peut découvrir, dans la perpétration du fait dommageable, un élé-

1. Cass., 22 mars 1907 (motifs). S 1907. 1. 473.

2. Cass., 12 décembre 1903. S. 1906. 1. 150.

3. Cass., 23 mars 1907. *Gaz. Trib.*, 20 avril 1907.

ment physique, matériel ou sensible, qui est de nature à faire croire que le domestique ou le préposé agit dans les fonctions, qui lui ont été confiées par le maître ou le commettant (1).

Cette extension de la responsabilité des maîtres et commettants, qui d'ailleurs est très raisonnable, se concilie difficilement avec l'idée d'une faute dans le choix ou dans la surveillance, qu'on voit généralement à la base de cette responsabilité. La jurisprudence, dans ces cas d'exercice abusif de fonctions, fait découler la responsabilité du maître plutôt de l'obligation de bien choisir son personnel, que de l'obligation de surveillance. Or, ceci est inadmissible, parce que dans la grande majorité des cas, cette obligation de bien choisir le préposé est ou bien impossible d'exécuter en fait, ou bien elle est strictement exécutée.

La vérité est que, dans presque tous ces cas, on se trouve en face de deux innocents, la victime, d'une part, et la personne civilement responsable, d'autre part, et c'est entre eux qu'on doit choisir. Pour les raisons d'ordre économique, que nous avons indiquées en parlant du fondement de cette responsabilité, on ne peut hésiter : c'est le patron qui, au moins provisoirement, doit supporter le préjudice.

1. M. Martin à son cours. — V. aussi la note sous Cass., 23 octobre 1905. S. 1907. 1. 189.

La jurisprudence a très bien compris tout cela, seulement pour ne pas violer le principe traditionnel qui voit dans tous les cas de responsabilité une faute, elle rattache, arbitralement, la responsabilité dans tous les cas d'abus de fonction à l'obligation de bien choisir son personnel. Au moins dans ce cas spécial pourtant on devrait laisser de côté la fonction psychologique de la responsabilité pour ne tenir compte que de sa fonction économique.

CHAPITRE III

La charge de la preuve

I. — Quelle est la preuve à faire par la victime du dommage, lorsqu'elle poursuit le maître ou le commettant comme civilement responsable des fautes du domestique ou du préposé ? — Comme dans le cas où la responsabilité incombe aux père et mère, instituteurs et artisans, la victime devra prouver deux choses : d'abord, que le dommage est dû à la faute de la personne assujettie, ensuite, le lien de dépendance qui unit l'auteur du dommage à la personne civilement responsable.

La victime doit, d'abord, prouver une relation de cause à effet suffisante entre *la faute* du domestique ou du préposé et le dommage subi. Le simple *fait* du préposé, bien que dommageable, ne suffirait pas pour engager ni sa propre responsabilité, ni, par conséquent, la responsabilité du commettant (1).

1. Montpellier, 17 janvier 1898. S. 1898. 2. 230. — Douai, 31 décembre 1900. S. 1903 2. 236. — Cass., 15 juillet 1902. S. 1903. 1. 524.

En second lieu, la victime devra prouver le lien de dépendance, qui unit l'auteur du dommage à la personne civilement responsable. Ce lien de dépendance pour les maîtres et commettants résultera de trois éléments de preuve, correspondant aux trois conditions exigées pour la naissance de la responsabilité. La victime devra donc prouver : *a)* que le préposé a été librement choisi ; *b)* que le commettant avait la possibilité de lui donner des ordres et *c)* que le préposé a commis la faute dans l'exercice de sa fonction. — Ces trois éléments de preuve sont en même temps des questions de fond, que nous avons examinées en étudiant les conditions d'existence de la responsabilité des maîtres et commettants.

II. — Supposons, maintenant, que la victime a fait sa preuve et demandons-nous si et comment les maîtres et commettants pourront échapper à la responsabilité édictée contre eux par l'article 1384.

A la différence de ce qui se passe pour les père et mère, instituteurs et artisans, les maîtres et commettants ne peuvent pas s'exonérer. Les juges doivent *nécessairement* les condamner toutes les fois que la victime prouve que les conditions exigées pour la naissance de leur responsabilité sont remplies. Ceci résulte incontestablement de la rédaction de l'article 1384 et aussi de l'histoire de ce texte (1).

1. Fenet, XIII, p. 460.

C'est dans ce sens, d'ailleurs, que la doctrine et la jurisprudence sont depuis longtemps fixées (1). On a soutenu le contraire (2) en se fondant sur l'opinion exposée par le tribun Tarrible, mais de l'ensemble des travaux préparatoires il résulte que c'était une méprise certaine.

Mais s'il est vrai que les maîtres et commettants ne peuvent pas s'exonérer, alors une fois de plus l'idée de faute ne suffira pas à justifier cette responsabilité, car on ne voit pas pourquoi la présomption de faute serait ici une présomption *juris et de jure*, lorsque la présomption édictée contre les père et mère est une présomption *juris tantum*. L'explication qu'on donne, généralement, de cette anomalie, à savoir que les maîtres et commettants étant tenus d'une obligation de choix doivent être condamnés dans tous les cas, est insuffisante. La vérité est que les deux sortes de responsabilité ne reposent pas sur la même

1. Aubry et Rau, IV, § 447. — Laurent XX, n° 570. — Huc, VIII, n° 444. — Bufnoir. *Propriété et contrat*, p. 818. — Planiol, II, n° 912. — Cass., 30 août 1860. S. 1861. 1. 101. — Paris, 19 décembre 1896. D. 1897. 2. 172. — Paris 3 août 1897. D. 1898. 2. 32.

2. Dhorne. *De la responsabilité civile qui incombe à une personne à raison du dommage causé par une autre*. (Thèse de Paris, 1898), qui rapporte l'avis de M. Weiss. — V. aussi trib. de Moulins, 8 janvier 1887. S. 1887. 2. 173. — V. aussi le discours du tribun Tarrible — Fenet, XIII, p. 488.

idée. La responsabilité des maîtres et commettants est fondée plutôt sur des principes d'ordre économique, que sur une idée de faute. L'article 1384 veut que les maîtres et commettants répondent dans tous les cas des dommages causés par leurs domestiques et préposés, même lorsqu'aucune faute ne leur serait personnellement imputable.

M. Martin enseigne qu'entre ces deux catégories de personnes civilement responsables, il n'y a pas de différence quant au fondement de la responsabilité, mais seulement quant au mécanisme de la preuve ; que les maîtres et commettants peuvent eux aussi s'exonérer, mais seulement dans des cas très limités : cas fortuit et faute commune. « Les maîtres et commettants, dit-il, sont tenus d'une obligation de garantie qui est beaucoup plus large que l'obligation des père et mère, instituteurs et artisans, mais qui ne va pas jusqu'au risque. Pour qu'il y ait, donc, apparence d'inexécution, il suffit de prouver que le dommage vient *du fait* du domestique ou du préposé et non pas *de sa faute* ; et alors les maîtres et commettants pourront s'exonérer en prouvant le cas fortuit ou la faute commune. »

Il est incontestable que les maîtres et commettants sont exempts de toute responsabilité, lorsqu'il y a cas fortuit ou faute commune. Mais ces deux cas d'exonération ne sont pas des cas d'exonération propres aux maîtres et commettants, et s'ils peuvent

les opposer à la victime du dommage, c'est du chef de leurs domestiques et proposés. En effet, il nous semble qu'il ne peut pas être question de condamner le maître ou le commettant, tant que la victime ne prouve pas que les conditions de responsabilité exigées par l'article 1382 sont remplies vis-à-vis du domestique ou du préposé. Cela se voit particulièrement dans le cas où la victime poursuit par la même action et le domestique et le maître. Dans ce cas, c'est le domestique qui doit établir le cas fortuit, la faute commune ou la faute de la victime, le maître n'étant qu'un assistant qui se verra condamner à réparer le préjudice causé par son domestique, si les conditions de l'article 1384 se trouvent réunies (1).

La différence qui existe entre la responsabilité des maîtres et commettants et la responsabilité des père et mère, instituteurs et artisans, quant au mécanisme de la preuve, n'est que la conséquence logique de la différence qui existe entre ces deux responsabilités quant au fondement.

1. Cass., 15 juillet 1902. S. 1903. 1. 524. — Douai, 31 décembre 1900. S. 1903, 2. 236.

TITRE III

RÈGLES COMMUNES A CES DEUX CAS DE RESPONSABILITÉ

CHAPITRE PREMIER

L'étendue de la responsabilité et la mise en exercice de l'action

La responsabilité de la faute d'autrui est purement civile ; elle est, par conséquent, limitée aux réparations pécuniaires. Si le fait illicite tombe sous le coup de la loi pénale, on pourra infliger à l'auteur du dommage une peine ; mais la condamnation qu'on peut prononcer contre la personne civilement responsable ne peut jamais aller au delà de la réparation du préjudice causé par la personne assujettie. Cette règle n'est que l'application du principe que les peines sont rigoureusement personnelles (1).

1. Cass., 20 février 1882. S. 1882. I. 312. — Cass., 22 novembre 1898. S. 1901. I. 239.

La condamnation prononcée contre la personne civilement responsable doit comprendre tout ce dont est tenue la personne assujettie, auteur direct du dommage, c'est-à-dire aussi bien des restitutions que des dommages-intérêts. De même, le civilement responsable devra supporter les frais et dépens, auxquels a donné lieu l'action principale, car les frais et dépens ne doivent pas être considérés comme une peine, mais seulement comme une réparation civile (art. 194 C. d'instr. crim.) (1).

La doctrine et la jurisprudence sont unanimes à déclarer que la responsabilité civile ne peut être étendue aux amendes, car les amendes sont des peines proprement dites (2). Cependant quelques lois spéciales ont étendu la responsabilité des personnes civilement responsables aux amendes (3) ; mais, dans les cas visés, l'amende est considérée plutôt comme une réparation civile que comme une peine. De même, la question de savoir si la responsabilité

1. Aubry et Rau. *Cours de Droit civil français*, t. IV, § 447, p. 767. — Demolombe. *Cours du Code Napoléon*, t. XXXI, n° 632. — Cass., 26 mai 1836. S. 1836. I. 780.

2. Garraud. *Précis de Droit criminel*, n° 217. — Cass., 25 mars 1881. S. 1882. I. 143. — Cass., 4 février 1898. S. 1899. I. 198.

3. Art. 46, 147, 199 du Code forestier ; art. 13 de la loi du 30 mai 1851 ; art. 20 de la loi du 15 janvier 1884.

s'étend à la confiscation a été résolue négativement (1).

Lorsque la victime du dommage poursuit par la même action la personne civilement responsable et la personne assujettie, peut-elle exiger une condamnation solidaire ? La jurisprudence, qui, depuis longtemps, s'est prononcée pour la solidarité des coauteurs d'un délit ou d'un quasi-délit (2), décide « qu'il y a lieu à condamnation solidaire de la personne civilement responsable et de la personne assujettie au regard de la victime d'un dommage causé par la faute du mineur ou du préposé » (3).

Mise en exercice de l'action. — L'effet de la responsabilité, édictée par l'article 1384, est de faire naître au profit de la personne lésée une action contre la personne civilement responsable. La victime du dommage causé par une personne assujettie a,

1. La question se pose quelquefois en matière de chasse. V. Grenoble, 16 février 1850. D. 1850. 2. 95.

2. Planiol. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n^{os} 900 à 905.

3. Douai, 31 décembre 1900. S. 1903. 2. 236. — V. aussi Cass., 22 juillet 1891. S. 1892. 1. 569 et les renvois. — En sens contraire : Laurent. *Principes du Droit civil français*, t. XX, n^o 619. Le Code civil allemand, dans l'article 840, a établi d'une manière expresse la solidarité entre la personne civilement responsable et la personne assujettie. — V. E. Feder, *Verantwortlichkeit für fremdes Verschulden nach dem B. G. B.* et la traduction annotée du Code civil allemand, t. II, p. 416.

par conséquent, deux actions : une contre l'auteur du dommage, qu'elle peut poursuivre sur le terrain de l'article 1382, et une autre contre le civilement responsable, qu'elle poursuivra en vertu de l'article 1384.

Ces deux actions, la partie lésée peut les exercer soit simultanément, soit séparément. Si le fait dommageable constitue un délit réprimé par la loi pénale l'action de l'article 1384 pourra être intentée devant les tribunaux de répression, qui peuvent statuer accessoirement sur les actions civiles (art. 3 du C. d'instr. crim.). Si, au contraire, le fait dommageable ne constitue qu'un délit ou quasi-délict civil, les tribunaux civils peuvent seuls statuer sur la demande en dommages-intérêts.

Lorsque la victime du dommage poursuit seulement l'auteur du fait et réussit à le faire condamner, elle pourra ensuite poursuivre le civilement responsable et les tribunaux devront nécessairement lui donner gain de cause, si les conditions de l'article 1384 sont remplies. Mais, au contraire, supposons que la partie lésée échoue dans son action contre l'auteur du fait, pourra-t-elle poursuivre ensuite la personne civilement responsable ? Deux cas peuvent se présenter : *a*) ou bien, la partie lésée a succombé parce qu'elle n'a pas pu prouver une faute de la part de l'auteur ou parce qu'elle n'a pas pu établir la nature dommageable du fait, et alors elle

ne pourra non plus poursuivre la personne civilement responsable sans violer le principe de la chose jugée ; b) ou bien la demande est rejetée pour le motif que l'auteur du préjudice avait agi sans discernement et, dans ce cas, la partie lésée pourra poursuivre avec succès la personne civilement responsable.

Tout cela n'est que l'application du principe selon lequel la preuve de l'existence des éléments de responsabilité de l'article 1382 chez la personne assujettie est la condition nécessaire de la responsabilité de l'article 1384.

Prescription. — La prescription à laquelle est soumise l'action en responsabilité donnée contre les personnes civilement responsables varie avec la nature des faits commis par les personnes assujetties. Lorsque le fait dommageable ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, l'action accordée par l'article 1384 se prescrit par trente ans, suivant le droit commun. Si, au contraire, le fait dommageable constitue une infraction à la loi pénale, l'action civile en responsabilité sera soumise à la même prescription que l'action publique (art. 2, C. d'instr. crim.) (1).

1. Laurent. *Principes de Droit civil français*, t. XX, n° 624. — Baudry-Lacantinerie-Barde. *Traité des Obligations*, t. III, 2^e partie, n° 2937. — Nancy, 23 janvier 1875, S. 1877. 2. 133. — Poitiers, 27 mai 1890. D. 1891. 2. 167. — Cass., 12 février 1894. S. 1894. 1. 168.

On a soutenu, cependant, que l'action civile en responsabilité est soumise, dans tous les cas, à la prescription de trente ans ; car, dit-on, l'action civile en réparation contre celui qui est responsable du fait d'autrui n'a, de sa part, pour cause qu'un quasi-délit, lors même que le fait commis par celui dont il est responsable constitue un crime, un délit ou une contravention (1).

Cette opinion est repoussée par toute la doctrine. En effet, elle va contre le but de l'article 2 du Code d'instruction criminelle, qui n'a pas voulu qu'on puisse, après la prescription de l'action publique, faire la preuve d'un fait incriminé par la loi pénale. Or, pour établir la responsabilité du civilement responsable, on doit, selon l'article 1384, établir le fait visé par la loi pénale, qui est imputable à la personne assujettie (2).

1. Paul Collet. *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, 1868.

2. Demolombe. Cours de Code Napoléon, t. XXXI, n° 635. — Baudry-Lacantinerie-Barde, *Obligations*, t. III, 2^e partie, n° 2937. — Cass., 22 décembre 1876. S. 1877. 2. 49.

CHAPITRE II

L'action récursoire du civilement responsable

La personne civilement responsable, qui a été condamnée à réparer le dommage subi par la victime, a une action en recours contre la personne assujettie, qui par sa faute est la cause directe et immédiate du dommage arrivé.

Cette action récursoire ne résulte pas de l'article 1384 ; mais elle est fondée sur les principes du droit commun, spécialement sur l'idée d'un enrichissement sans cause (1). Quelques lois, d'ailleurs, ont établi d'une manière expresse le droit de recours au profit du civilement responsable (2).

L'action récursoire comprend l'indemnité que la

1. Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, t. IV, § 447 ; — Planiol, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 913. — Cass., 24 février 1886. D. 1887. I. 31 ; — Cass., 20 février 1882. D. 1882. I. 232 et les renvois.

2. Art. 74 de la loi du 15 avril 1829 ; art. 206 du Code Forestier.

personne civilement responsable a été obligée de payer à la victime du dommage et aussi, s'il y a lieu, une indemnité supplémentaire correspondant au dommage subi par le civilement responsable.

Ce recours existe au profit de toutes les personnes civilement responsables, aussi bien au profit des père et mère, instituteurs et artisans, qu'au profit des maîtres et commettants. Seulement cette action récursoire ne pourra être exercée que si l'auteur du dommage, personne assujettie, a eu le discernement de ses actes. Ainsi les père et mère, instituteurs et artisans supporteront le dommage causé par le mineur définitivement si ce dernier a agi sans discernement. Au contraire, lorsque l'enfant agit avec discernement, une action en recours est donnée contre lui. Le père pourra répéter le montant des dommages-intérêts qu'il a payé pour son enfant, et s'il ne l'a pas fait il y a lieu au rapport de la part de ce dernier à la succession. De même les instituteurs et artisans pourront recourir contre l'enfant ; mais ils ne pourront jamais recourir contre les parents. Même, dans le cas où on pourrait reprocher aux parents d'avoir donné une mauvaise éducation à leur enfant, la jurisprudence n'admet ni le cumul de ces deux responsabilités, ni le recours de l'instituteur contre les parents (1).

1. Pau, 2 juillet 1898. S. 1899. 2. 137, et la note de M. Perreau.

Supposons maintenant que l'auteur du dommage est susceptible de répondre de ses actes. Trois cas doivent être envisagés.

I. — La faute incombe en entier à l'agent. L'action récursoire est alors donnée pour la totalité contre l'agent, car la disposition de l'article 1384 n'a été établie que dans l'intérêt des tiers. C'est pour préserver le public contre une poursuite, qui dans la plupart des cas est inutile à cause de l'état de fortune peu favorable des personnes assujetties, que la loi déclare responsables à côté d'elles certaines autres personnes ; mais dans les rapports qui existent entre la personne assujettie et la personne civilement responsable, chacune d'elles doit supporter les conséquences de son fait dans la mesure où ce fait lui est resté personnel (1).

II. — Dans certains cas, le dommage résulte d'une faute commune à l'agent et à la personne civilement responsable, soit qu'ils aient participé au même acte, soit que le civilement responsable a profité de la faute commise par son préposé. Dans ces cas il est équitable que la condamnation frappe l'un et l'autre proportionnellement à leur faute et les juges devront fixer la part de chacun d'eux (2).

1. Tesseire. *Essai d'une Théorie générale sur le Fondement de la Responsabilité civile*, p. 259.

2. Cass., 24 février 1886. S. 1886. 1. 460.

III. — Enfin, dans certaines hypothèses, l'auteur du dommage n'a fait qu'exécuter les instructions reçues de la personne civilement responsable. Le civilement responsable n'a pas alors de recours contre son préposé ; il devra supporter définitivement le dommage.

Vu : Le Doyen,
LYON-CAEN

Vu :
Le président de la thèse,
WEISS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur
L. LIARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Bartin* (E.). — La preuve judiciaire en matière civile et commerciale. Cours professé à la Faculté de Droit de Paris en 1907-1908.
- Baudry-Lacantinerie* et *Barde*. — Traité des Obligations, 2^e édition, t. III, 2^e partie.
- Beudant* (R.) et *Capitant* (H.). — Essai d'une théorie générale de la responsabilité civile. Annales de l'Université de Grenoble, 1906, t. XVIII, n^{os} 1 et 3.
- Cezar-Bru* et *Morin*. — La responsabilité, la faute, le risque, l'abus du droit. Annales des Facultés d'Aix, juin 1906.
- Colin* (A.). — L'accident d'automobile et la loi. Revue politique et parlementaire, 10 janvier 1908.
- Dhorne*. — De la responsabilité civile qui incombe à une personne à raison du dommage causé par une autre. Thèse, Paris, 1898.
- Feder* (E.). — Verantwortlichkeit für fremdes Verschulden nach dem Bürgerlichen Gesetzbuche. Berlin, 1902.
- Ferrara* (J.). — Responsabilita contrattuale per fatto altrui. Archivio Guiridio, 1903, t. II, fasc. 3.

- Fromageot* (H.). — De la faute comme source de la responsabilité en droit privé. Paris, 1891.
- Grandmoulin*. — De l'unité de la responsabilité. Thèse, Rennes, 1892.
- Gény* (F.). — Risques et responsabilité. Revue trimestrielle de Droit civil, 1902, p. 812.
- Guex*. — La relation de cause à effet dans les obligations extra-contractuelles. Thèse de Lausanne, 1904.
- Haene* (I. de). — Une théorie nouvelle de la responsabilité. Flandre Judiciaire, 10 avril 1901.
- Ihering* (de). — De la faute en droit privé, trad. O. de Meulenære. Paris, 1888.
- Josserand* (L.). — De la responsabilité des choses inanimées. Paris, 1897.
- Lévy* (Em.). — Responsabilité et Contrat. Revue critique de législation et de jurisprudence, 1899, p. 361.
- L'exercice du droit collectif. Revue Trimestrielle de Droit Civil, 1903, p. 95.
- Planiol* (M.). — Traité élémentaire de Droit civil. 4^e édition, t. II.
- Etudes sur la responsabilité civile. Revue critique de législation et de Jurisprudence, 1905, p. 277 et 1906, p. 80.
- Rotin*. — De la responsabilité sans faute. Revue de Droit International et de Législation comparée, 1906, p. 64.
- Saleilles* (R.). — Etude de la théorie générale de l'obligation

d'après le premier projet du Code civil pour l'empire allemand. Paris, 2^e édition, 1901.

- Les accidents de travail et la responsabilité civile. Paris, 1897.

Sainctelette. — De la responsabilité et de la garantie. Bruxelles et Paris, 1884.

Sourdat. — Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats. Paris, 4^e édition, 1887.

Tesseire. — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité civile. Thèse d'Aix, 1887.

Wahl (A). — La responsabilité civile relative aux accidents d'automobiles. Revue Trimestrielle de Droit civil, 1908.

Willems. — Essai sur la responsabilité. Revue générale de Droit, 1895 et 1896.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
§ 1. — Principes de la responsabilité.....	5
§ 2. — Responsabilité de la faute d'autrui.....	14

TITRE I

Responsabilité des père et mère, instituteurs et artisans

CHAPITRE I. — Fondement de la responsabilité.....	29
CHAPITRE II. — Détermination des personnes respon- sables.....,.....	32
§ 1. — Père et mère.....	32
§ 2. — Instituteurs et artisans.....	41
CHAPITRE III. — Charge de la preuve.....	50

TITRE II

Responsabilité des maîtres et commettants

CHAPITRE I. — Fondement de la responsabilité.....	59
---	----

CHAPITRE II. — Détermination des personnes responsables.....	73
CHAPITRE III. — Charge de la preuve.....	87

TITRE III

Règles communes à ces deux cas de responsabilité

CHAPITRE I. — L'étude de la responsabilité et la mise en exercice de l'action.....	92
CHAPITRE II. — L'action récursoire du civilement responsable	98

